

# Dr BEKKAT BERKANI ÉCARTE LE RISQUE D'UNE DEUXIÈME VAGUE

Page 4

**BILAN DE LA COVID-19 EN ALGÉRIE**

**5 DÉCÈS ET 129 NOUVEAUX CAS POSITIFS**

Page 4

ISSN : 1112-7449

# MIDI



*L'info, rien que l'info*

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

*Libre*

N° 4105 | Mercredi 7 octobre 2020 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

**STOCKHOLM**

**3 SCIENTIFIQUES SE PARTAGENT LE PRIX NOBEL DE PHYSIQUE**

Page 16

## RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

# LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DÉMARRE AUJOURD'HUI

Pages 3



3<sup>E</sup> COMMISSION DE L'AG DE L'ONU



**L'ALGÉRIE ÉLUE À LA VICE-PRÉSIDENTE**

Page 16

SELON LE CLA  
**LE TAUX DE RÉUSSITE AU BAC AVOISINERAIT 48,59 %**

Page 5

**RENTRÉE SCOLAIRE ET MISE EN PLACE DE PROTOCOLES SANITAIRES**



**LES SYNDICATS SCEPTIQUES**

Page 5



20

tonnes de déchets collectées à la forêt El-Djebas de Constantine.

24

footballeurs convoqués pour affronter le Nigeria et le Mexique en amical.

50

autobus en renfort pour le transport scolaire dans la wilaya de Médéa.

## Ouverture de Nadji Mega Bookstore, la plus grande librairie en Algérie

La librairie Nadji Mega Bookstore, la plus grande en Algérie, a ouvert ses portes, samedi, à la cité Amirouche dans la commune d'Hussein-Dey.

De longues files se sont formées avant l'ouverture de la librairie, constituées pour la plupart, de jeunes universitaires et d'écoliers. Les gérants de cet espace dédié au livre ont veillé à prendre toutes les mesures préventives contre le coronavirus, avant l'accès des visiteurs. Cet espace littéraire comblera certains vides, notamment après le report du Salon international du livre d'Alger. D'une surface de 1.300 m<sup>2</sup>, la librairie qui compte 3 niveaux, renferme 1.400 ouvrages exposés et 40.000 autres en stock, traitant de différentes spécialités, entre ouvrages scientifiques, littéraires et livres parascolaires, notamment, les dictionnaires, les Atlas et les encyclopédies. Cette nouvelle librairie offre une panoplie d'ouvrages aux passionnés du roman et d'autres œuvres littéraires. Outre la vente de livres, il y aura également des espaces pour la vente-dédi-



cace, des rencontres culturelles et intellectuelles et des galeries pour des expositions artistiques.

## Convention de coopération algéro-française dans le cadre du RME



Une convention de coopération algéro-française dans le cadre du Réseau mixte des écoles (RME) qui permettra notamment

l'installation de cinq ateliers de fabrication numérique (FabLab) au sein des trois écoles polytechnique d'Alger, d'Oran, de Constantine, de l'École supérieure d'informatique d'Alger et de l'École des biotechnologies de Constantine, a été signée jeudi à Alger.

L'objectif de cette convention, signée entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et l'ambassade de France en Algérie, en présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, est de créer une nouvelle dynamique dans ce réseau autour d'un projet centré sur des nouvelles technologies.

Cette démarche permettra à ces écoles de renforcer le pilier de l'excellence dans leurs domaines et ces ateliers seront accompagnés d'action de formation. Dans un deuxième temps, l'ouverture de ces ateliers de fabrication numérique permettra aux élèves des autres écoles du Réseau mixte des écoles d'initier des projets industriels et de créer des solutions techniques viables via les incubateurs.

## Collecte de manuscrits scientifiques de la région à El-Oued

Une campagne de collecte et d'archivage des manuscrits scientifiques de la région d'El-Oued a été lancée à l'initiative de la bibliothèque principale publique Mohamed- Tahar-El-Adouani. Cette action, première du genre dans la wilaya, s'inscrit dans le cadre du programme culturel de la bibliothèque concernant la réhabilitation des anciens manuscrits et documents à haute valeur scientifique, mettant en exergue les spécificités historiques de la région d'El-Oued.

La bibliothèque a prévu l'exploitation de moyens de communication modernes pour convaincre les propriétaires de manuscrits et anciens documents d'adhérer à cette campagne. Les structures culturelles et scientifiques : université et associations à caractère culturel à travers la wilaya sont également appelées à s'impliquer dans cette action visant la préservation de la mémoire collective de la région, et ainsi de la mémoire nationale. La première phase consiste en l'organisation d'une présentation virtuelle sur les manuscrits et documents, ciblant les étudiants et les chercheurs concernés par le patrimoine culturel et historique de la région d'El-Oued. La seconde phase



conviera les chercheurs et les historiens à réviser ces écrits traitant de l'Histoire de la région, en vue d'enrichir le patrimoine de la bibliothèque algérienne.

D  
I  
X  
I  
T

### Abdelaziz Djerad

"Les startups constituent un axe central dans la politique d'action du Gouvernement... (...) L'État veille à soutenir et accompagner les jeunes pour créer des startups."

## Des perroquets insultaient les... visiteurs du zoo

Au Royaume-Uni, 5 perroquets ont dû être déplacés par le refuge dans lequel ils ont été recueillis au nord de Londres.

Avant de rejoindre leurs 200 congénères dans le refuge, ils ont été isolés en quarantaine.

Ils se sont rapidement fait remarquer par les soignants à cause de leur langage peu châtié. Les cinq compères ont été amenés au même moment par des particuliers.

Ils ont passé la quarantaine ensemble avant d'être réintégrés dans la volière principale. Il est donc possible qu'un d'entre eux ait appris les vilains mots aux quatre autres.

## Un pigeon verbalisé pour excès de... vitesse

Un pigeon a été flashé à 45 km/h dans une ville de l'ouest de l'Allemagne, où la vitesse est limitée à 30 km/h. Loin de plaisanter avec une telle infraction, la police de la ville Bolchot – où l'oiseau a été repéré par un radar routier – est alors partie à la recherche du contrevenant, publiant même sa photo sur la page Facebook de la ville.

Pas question de laisser passer ça, la police a fait savoir que l'infraction était bien... punissable.

PROJET DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION

# Les islamistes s'acharnent contre tamazight

En Algérie, le débat sur le projet de révision constitutionnelle, qui sera soumis au référendum populaire le 1<sup>er</sup> novembre prochain, se focalise chez les islamistes sur la question liée au statut de tamazight.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

**A**près le mouvement El Bina, le MSP et le FJD, c'est au tour de l'Association des uléma d'émettre ses "réserves concernant certains points" du projet de révision constitutionnelle.

En sus de la neutralité de l'école, les libertés religieuses ou la source de la législation, les partis et organisations d'obédience islamiste rejettent presque unanimement la place donnée à la langue amazighe, consacrée langue nationale et officielle en vertu de l'article 4, non susceptible d'amendement.

Pour l'Association des uléma, c'est la langue arabe qui s'en trouvera "bousculée par la langue locale d'une seule région, ce qui ouvrirait les portes à un conflit linguistique en Algérie".

L'association présidée par Abderrazak Guessoum dit s'inquiéter pour "l'unité nationale". Elle propose néanmoins de "promouvoir les langues locales et de les transcrire en caractères arabes".

Soit à peu près les mêmes "craintes" et les mêmes propositions des autres partis du même bord. Abdelkader Bengrina, président du mouvement el Bina et candidat à la présidentielle du 12 décembre 2019, avait été le premier à dire ce qu'il pense de la teneur du projet de révision constitutionnelle dès le lendemain de sa publication, le 7 septembre. Le parti de Bengrina n'a pas appelé à boycotter le référendum du 1<sup>er</sup> novembre ou à voter non, mais il a



clairement exprimé son rejet de la place donnée à tamazight, en sus d'autres réserves sur des questions d'ordre idéologique.

Le Mouvement de la société pour la paix (MSP) n'a, lui, pas hésité à appeler les citoyens à participer massivement et à voter "non". Le parti de Abderrazak Makri s'est fendu d'une incompréhensible formule : "Oui à la promotion de tamazight, mais dans un cadre arabo-islamique".

Le camp du "non" s'est renforcé vendredi 2 octobre. Abdallah Djaballah, président du Front de la justice et du développement (FJD), a lui aussi appelé à rejeter le projet, mettant en avant notamment le danger que fait encourir la reconnaissance d'une autre langue à l'unité nationale.

Djaballah a ajouté un faux élément à l'argumentaire des détracteurs de tamazight : selon lui, aucun État au monde n'a deux langues officielles. Ce qui est évidemment loin d'être exact. La même contre-vérité

avait été opposée par l'ancien Président Abdelaziz Bouteflika, dans un discours prononcé à Constantine en 2005, à ceux qui réclamaient le statut de langue officielle pour tamazight qui venait d'être promue deux ans plus tôt langue nationale.

Pour rester dans le contexte de l'époque, d'aucuns rappellent que la reconnaissance de tamazight avait fait suite aux graves événements du printemps noir en Kabylie qui avaient fait plus d'une centaine de morts. Revendiquée avec force par une partie non négligeable du peuple algérienne, la promotion de tamazight au rang de langue nationale en 2002 puis officielle en 2016 était motivée par le souci de préserver l'unité et la cohésion nationale. Paradoxalement, le même motif est avancé quatre ans après pour réclamer son déclassement. Les observateurs relèvent un autre élément qui affaiblit l'argumentaire des anti-tamazight : il est curieux que

les islamistes soient les seuls à se soucier de l'unité nationale, sachant que le reste de la classe politique, y compris les partis du camp nationaliste, ne voient pas une telle menace dans la reconnaissance d'une deuxième langue officielle.

C'est sans doute l'une des rares fois depuis l'avènement du multipartisme il y a trois décennies que presque toutes les composantes du courant islamiste parlent d'une même voix.

Tamazight et d'autres questions sociétales et idéologiques les ont mis d'accord, ce qui amène les observateurs à souligner d'abord cet amalgame dangereux qui assimile tamazight au courant laïc ou encore de lier l'Islam à la langue arabe, puis à s'interroger sur cette levée de boucliers soudaine alors qu'ils n'avaient presque pas soufflé mot lorsque cette langue avait été promue en 2002 puis en 2016.

Lors de la dernière révision constitutionnelle, seules quelques voix avaient dit non

RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL

## La campagne électorale démarre aujourd'hui

PAR RACIM NIDAL

La campagne référendaire sur le projet d'amendement de la Constitution, soumis à référendum populaire le 1<sup>er</sup> novembre prochain, débutera aujourd'hui mercredi sous le slogan "Novembre 1954 : la libération, Novembre 2020 : le changement". Cette campagne pour laquelle toutes les conditions de "transparence et impartialité" ont été réunies, sera marquée par des actions de sensibilisation sur l'importance de cette consultation populaire devant jeter les bases d'un "État moderne au service du citoyen".

L'Autorité nationale indépendante des élections (Anie) a annoncé, le 28 septembre dernier, le lancement le 7 octobre d'une campagne de sensibilisation en prévision du référendum sur l'amendement de la Constitution et publié un arrêté fixant les règles de la campagne référendaire, en application de la loi organique relative au régime électoral.

Ces règles disposent, notamment, que la campagne sera animée par le staff gouvernemental, les partis politiques disposant d'un groupe parlementaire au niveau des deux chambres du Parlement ou de 10 sièges au sein des deux chambres du Parlement, ou des sièges au sein des

assemblées populaires locales dans au moins 25 wilayas.

Sont également habilités à animer la campagne référendaire, les associations nationales jouissant d'une représentation effective au moins au niveau de 25 wilayas et les personnalités politiques.

Le temps de parole réservé aux intervenants dans les médias audiovisuels publics a été défini par l'Anie, en coordination avec l'Autorité de régulation de l'audio-visuel (Arav).

La campagne référendaire peut être menée, aussi, par voie d'affichage, de distribution de dépliants, de correspondances et de tous les moyens écrits ou électroniques. A l'étranger, l'affichage se fait aux sièges des représentations diplomatiques et consulaires.

L'opération de sensibilisation et la campagne référendaire, qu'il s'agisse de médias audiovisuels ou par affichage, les moyens écrits ou électroniques sont soumis à une habilitation préalable de l'Anie étant chargée exclusivement de la préparation, l'organisation, la gestion et la supervision des élections et des référendums. A ce titre, "tous les intervenants de la campagne référendaire sont tenus de respecter les dispositions législatives et réglementaires en vigueur". Le président

de l'Anie, Mohamed Charfi, a indiqué lundi dernier que les moyens matériels et logistiques nécessaires ont été mobilisés pour que le référendum se déroule "dans la sérénité et la régularité".

M. Charfi a précisé qu'un réseau de visioconférences a été mis en place à cette occasion et permettra une "plus grande réactivité et une prise en charge immédiate à d'éventuels problèmes qui peuvent se poser le jour du scrutin".

Il a souligné que les créneaux d'expression "seront ouverts à ceux qui sont pour et à ceux qui sont contre le projet d'amendement de la Constitution", affirmant que cette démarche "reflète la nouvelle dynamique entamée depuis l'élection présidentielle du 12 décembre 2019 pour la consécration de l'Algérie nouvelle qui est déjà en marche".

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait signé le 15 septembre le décret portant convocation du corps électoral pour le référendum sur l'amendement de la Constitution, honorant ainsi l'un de ses principaux engagements politiques.

Le même décret présidentiel a fixé la date de la révision exceptionnelle des listes électorales au 20 septembre pour une durée de 8 jours. Le président de l'Anie a

indiqué récemment que le corps électoral compte actuellement 24.111.081 électeurs, estimant qu'il enregistre, après révision, entre 500.000 à 600.000 nouveaux inscrits, ajoutant que le nombre de citoyens enregistrés via la plate-forme numérique a atteint 58.628 inscrits, alors que 33.280 autres ont été radiés des listes électorales.

Le projet de l'amendement de la Constitution, élaboré par un groupe d'experts en Droit constitutionnel, sur la base de 5.018 propositions d'amendement émanant de différentes franges de la société, de personnalités nationales et de forces politiques, a été adopté le 6 septembre en Conseil des ministres, avant de recevoir l'approbation des deux chambres du Parlement, successivement le 10 et le 12 du même mois.

Lors de ce Conseil des ministres, le chef de l'État a affirmé que le projet d'amendement constitutionnel "s'inscrit en droite ligne des exigences de l'édification de l'État moderne et répond aux revendications du Hirak populaire authentique béni", soulignant avoir veillé à ce que la Constitution, dans sa nouvelle mouture, soit "le plus largement consensuelle", en dépit des entraves imposées par la crise sanitaire de la Covid-19.

DÉFAUT DE SIGNALISATION SUR L'AUTOROUTE EST-OUEST

# Un autre chantier colossal

*L'autoroute Est-Ouest, qui relie l'est à l'ouest de l'Algérie, est quasiment dépourvue de signalisation horizontale et verticale.*

PAR RAYAN NASSIM

De nuit, la circulation automobile est extrêmement dangereuse.

Le nombre très élevé de victimes des accidents de la route en Algérie est chaque année imputé au facteur humain, à tort réduit au seul excès de vitesse, à la conduite dangereuse et au non-respect par les conducteurs des règles de sécurité routière.

Le facteur humain c'est pourtant aussi toutes les défaillances liées au véhicule et à l'infrastructure routière : état délabré de la chaussée, absence de signalisation, éclairage défaillant...

A propos de signalisation et d'éclairage, on ne peut pas dire que toutes les autoroutes algériennes en sont pourvues, particulièrement l'autoroute Est-Ouest, une infrastructure qui a coûté plus de 13 milliards de dollars.

Hormis certains tronçons à l'approche des grands centres urbains, beaucoup d'autoroutes et voies rapides, y compris une très grande partie de l'autoroute Est-Ouest, ne sont pas éclairées entièrement, ce qui rend la circulation difficile et dangereuse la nuit, notamment par mauvais temps.

L'absence, à certains endroits, de signalisation verticale, notamment la désignation des destinations, rend la tâche des conducteurs qui ne connaissent pas le chemin encore plus compliquée.



L'éclairage a certes un coût élevé (installation et consommation d'énergie), de surcroît en l'absence de péage, et rares sont les pays qui éclairent intégralement leurs routes et autoroutes.

Mais rien ne justifie que des tronçons entiers d'autoroutes soient dépourvus de signalisation horizontale qui peut être réalisée et renouvelée à moindre coût. Son rôle n'est pourtant pas moindre.

Les maigres lignes de peinture blanche permettent non seulement au conducteur de bien se positionner sur la route et de rouler en sécurité, mais aussi de pallier l'absence d'éclairage.

La nuit, la lumière reflétée par la couleur blanche des lignes offre une meilleure visibilité, même en temps de pluie. C'est aussi le rôle des réflecteurs sur les glissières de sécurité qu'on ne trouve hélas pas sur l'autoroute Est-Ouest, un axe routier censé être le plus moderne et le plus

confortable pour les usagers en Algérie.

Ajouter les nids-de-poule, la chaussée déformée (comme sur le tronçon Lakhdaria-Bouzegza de l'autoroute Est-Ouest) par les poids lourds et les innombrables vendeurs qui s'installent le long de l'autoroute Est-Ouest, devenue dix ans après sa mise en service, un axe routier quelconque.

Tout cela fait que les grands axes routiers algériens sont peu sûrs et pose le problème de la qualité et de l'entretien des infrastructures routières dont la réalisation a coûté cher aux caisses de l'État. À peine quelques années après son inauguration, l'autoroute Est-Ouest a vu certains de ses tronçons dégradés au point de nécessiter de coûteux travaux de restauration. Réaliser c'est bien, suivre et entretenir c'est mieux. Pour la signalisation routière horizontale, il est connu qu'elle s'efface progressivement au bout de quelques

mois et son renouvellement est censé être constant et régulier. C'est sur cet aspect que les autorités, l'Algérienne de gestion des autoroutes et les directions et subdivisions des travaux publics en tête, sont appelées à intervenir dans une conjoncture de tarissement du budget et d'austérité. Et pourtant, la signalisation est indispensable et obligatoire sur les routes, et encore plus sur l'autoroute Est-Ouest, où les automobilistes roulent à des vitesses élevées. Les statistiques rendues publiques chaque année par les autorités concernées imputent la majorité des accidents de la route au facteur humain mais ne spécifient pas le nombre d'accidents, mortels ou pas, dus à la signalisation inexistante ou inappropriée : effacement des lignes, manque de panneaux ou feux tricolores défaillants. Combler ces lacunes peut bien aider à sauver des vies...

R. N.

APPARITION DE CAS DE PALUDISME À GHARDAÏA

## Une enquête pour déterminer les vecteurs

PAR RANIA NAILI

Une enquête épidémiologique et entomologique a été lancée dans la wilaya de Ghardaïa pour déterminer les réservoirs et les vecteurs de cas de paludisme décelés récemment dans la région.

Une "équipe locale, composée de médecins et techniciens de la santé formée au préalable sur les maladies dites tropicales, a entamé cette enquête pour déterminer l'origine et la chaîne de transmission de cette pathologie, suite à l'apparition récemment de cas de paludisme dans la wilaya", a révélé à l'APS le wali de Ghardaïa, Boualem Amrani.

Au total, "17 cas de paludisme importés (16 à El-Menea et 1 à Ghardaïa) ont été dépistés auprès d'immigrés clandestins issus de pays subsahariens, dont 5 cas confirmés par le laboratoire de référence de l'Institut Pasteur Algérie (IPA) depuis l'apparition de cette pathologie infectieuse et parasitaire au début du mois en cours", a-t-il précisé.

Et d'ajouter que "toutes les dispositions ont été mises en œuvre pour une prise en charge thérapeutique des patients impaludés au niveau de l'hôpital Mohamed-Chaâbani d'El-Menea et Brahim-Tirichine de Ghardaïa et que l'état de santé de ces paludéens évolue favorablement".

Un dépistage actif et une prospection sur le terrain viennent d'être également lancés pour rechercher éventuellement d'autres

cas de malades, des porteurs de parasites et les gîtes d'anophèles dans des localités ou une main d'œuvre originaire des pays subsahariens, présumée porteuse de parasite, y est employée, a fait savoir de son côté le secrétaire général de la wilaya, Lahcen Lebbad, lors d'une réunion d'urgence, organisée à la suite de l'apparition de ces cas de paludisme. M. Lebbad a recommandé à l'ensemble des autorités locales "l'organisation de surveillances entomologiques, d'opérations de désinsectisation et de déoustication par aspersions intra-domiciliaire ainsi que l'élimination des mares, des fuites d'eau et l'ensemencement des bassins d'eau, des barrages et autres retenues collinaires de Gambusia, une espèce de poisson employée dans le monde pour lutter contre les moustiques". L'ensemble des praticiens de la wilaya de Ghardaïa a été instruit d'être vigilant et de pratiquer le dépistage par la goutte épaisse, une technique de concentration d'hématies en vue de rechercher le paludisme dans le sang, à chaque cas ayant une forte fièvre inexplicquée. Des praticiens de Ghardaïa, outrés par la dégradation environnementale et la prolifération de foyers générateurs des vecteurs de transmission, ont appelé au renforcement de la vigilance contre cette endémie, surtout avec les flux migratoires issus de pays subsahariens et la lutte contre les décharges sauvages d'ordures ménagères jonchant sur la voie publique.

R. N.

PANDÉMIE SANITAIRE

## Le docteur Bekkat Berkani écarte le risque d'une 2<sup>e</sup> vague en Algérie

Le docteur Bekkat Berkani, membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, s'est exprimé mardi sur la situation épidémiologique affichant un optimisme certain, notamment par rapport à l'évolution de la situation dans les prochains jours, avec une deuxième vague dont il exclut la survenue. "L'Algérie n'est pas concernée par la deuxième vague de l'épidémie, et ce en vue des résultats obtenus jusqu'à présent sur le terrain", dit-il pour une chaîne de télévision privée, "la décade enregistrée actuellement est une preuve que la situation est maîtrisée, et que l'Algérie est à l'abri d'une deuxième vague". Se basant sur les derniers indicateurs épidémiolo-

giques, le docteur Bekkat Berkani défend "la reprise progressive de la vie sociale, économique, sportive, culturelle", en insistant, bien entendu, "sur l'impératif du respect des mesures barrières contre la pandémie". Avec la décision des autorités de rouvrir les établissements scolaires, à partir du 21 octobre, se pose la question de la protection sanitaire des enfants, et à ce propos, le président du Conseil de l'Ordre des médecins insiste encore sur "le strict respect des dispositions du protocole sanitaire, notamment la distance physique entre les élèves, le port du masque et la désinfection des classes, au terme de cours."

R. N.

BILAN DE LA COVID-19 EN ALGÉRIE

## 5 décès, 129 nouveaux cas positifs

L'Algérie a enregistré 129 nouveaux cas de coronavirus ces dernières 24 heures, contre 134 nouvelles infections avant-hier, selon le bilan établi hier mardi 6 octobre par le ministère de la Santé. C'est le plus faible bilan quotidien de l'épidémie enregistré en Algérie depuis le 20 juin dernier quand 127 nouveaux cas avaient été recensés en 24 heures. Entamée fin août, la lente décrue de l'épidémie de la Covid-19 se poursuit ainsi en Algérie, avec une baisse moyenne de 5 à 10 cas de décès par jour.

Depuis l'apparition du premier cas de coronavirus fin février dernier en Algérie, 52.399 personnes ont été officiellement diagnostiquées positives à la Covid-19, parmi lesquelles, 1.773 personnes ont perdu la vie, dont 5 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures, alors que 25 patients Covid-19 sont en soins intensifs dans les différents hôpitaux du pays. Pour les guérisons, elles continuent d'augmenter, avec 91 nouveaux guéris recensés ces dernières 24 heures à travers le pays, portant à 36.763 le total des personnes déclarées guéries de la Covid-19 en Algérie.

R. N.

## RENTREE SCOLAIRE ET MISE EN PLACE DE PROTOCOLES SANITAIRES

# Les syndicats "sceptiques"

En Algérie, la rentrée scolaire aura lieu en deux actes cette année à partir du 21 octobre en raison du contexte sanitaire lié à la pandémie du Coronavirus.

PAR CHAHINE ASTOUATI

Une mesure accueillie avec prudence par les syndicats de l'Éducation. Ils soulèvent de nombreuses questions en relation notamment avec l'organisation de la rentrée à travers la mise en place de protocoles sanitaires adéquats.

En particulier sur l'aspect relatif à la capacité de faire respecter la distanciation physique entre les élèves dans des établissements scolaires en surcharge.

"Les enseignants sont prêts. Il s'agit de voir les capacités de mise en œuvre des protocoles sanitaires. Avons-nous les moyens ? Nous ne disons pas cela parce que nous refusons de reprendre. Mais nous devons reprendre et agir en conséquence", relève le SG du Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), Boualem Amoura.

"Je veux dire par là qu'il faut arrêter avec cette phobie de la rentrée", ajoute-t-il. Le Satef se dit contre la décision d'une rentrée en deux temps et plaide en faveur d'une reprise scolaire nationale.

### Reprise en deux actes

"Ce qui nous a quelque peu déçus, c'est cette décision de reprise en deux actes : le 21 octobre pour le primaire et le 4 novembre pour les cycles moyen et secondaire", explique M. Amoura.

"Nos enfants doivent reprendre à l'échelle nationale la même journée. Nous ne voyons pas vraiment d'utilité à reprendre dans le primaire pour s'arrêter une semaine après pour préparer le vote du 1<sup>er</sup> novembre (référendum sur la Constitution, ndlr) sachant que le scrutin aura lieu dans les écoles primaires", souligne M. Amoura qualifiant la décision de fixer la rentrée à cette date de "non étudiée".

M. Amoura se demande qui va prendre en charge financièrement les masques de protection obligatoire dans les lycées, sachant les limites financières qu'éprouvent les parents.

Le coordinateur national du Conseil national autonome des professeurs de l'ensei-



gnement secondaire et technique (Snapest), Messaoud Boudiba, s'interroge sur la capacité des écoles à assurer une rentrée conformément aux protocoles sanitaires, à travers la mise en place des moyens humains et matériels.

Le syndicaliste met en exergue la question de la surcharge des classes et le nombre limité d'infrastructures scolaires. Il pointe aussi de l'index les établissements scolaires ne disposant même pas du minimum de financements.

"Comment va-t-on faire face à cette situation ?", se demande-t-il, précisant que la mise en place des protocoles sanitaires est une mesure incontournable "vu

que l'épidémie est encore là".

### "Nous avons perdu beaucoup de temps"

Le syndicaliste déplore que ces questions n'aient pas été posées sur la table des discussions durant la période du confinement pour éviter ce qu'il appelle le fait accompli. M. Boudiba se dit plus inquiet par le défi que constitue la réussite de la rentrée que par l'aspect pédagogique avec le décrochage scolaire des élèves après sept mois d'interruption.

Le coordinateur du Syndicat national autonome des professeurs de l'enseigne-

ment secondaire et technique (Snapest), Meziane Meriane, est lui aussi d'avis que toutes les questions liées à la rentrée scolaire devaient être discutées en amont.

"Il fallait réfléchir à ces questions à l'avance et là c'est au fur et à mesure qu'on discute et qu'on se rencontre. Nous avons perdu beaucoup de temps", regrette M. Meriane qui fait état d'un sentiment "de désarroi" chez l'enseignant. "On est en train de parler de l'enfant et de l'école, et le vecteur principal qui transmet les connaissances, l'enseignant, que va-t-il faire ? Lui aussi doit être informé. A-t-on pensé à lui ?", se demande le syndicaliste.

C. A.

## ESTIMATION DES RÉUSSITES AU BAC

# Selon le CLA le taux avoisinerait les 48,59 %

PAR IDIR AMMOUR

C'est l'estimation faite par le Conseil des lycées d'Algérie (Cla) suite à une étude réalisée après la deuxième correction des épreuves. Par cette étude menée après les deux corrections, sur la base d'un échantillon de copies et auprès de différents centres de correction à travers le pays, le Cla veut donner une idée des résultats officiels.

Selon les résultats de cette étude, qui n'a pas pris en considération la note obtenue par les candidats dans les épreuves sportives, le taux de réussite

au baccalauréat serait de 48,59 %. Ainsi et comparativement aux résultats de l'année précédente qui était de 54,56 %, un recul pourrait être enregistré. En ce qui concerne les taux de réussite attendus selon les filières, le Conseil des lycées d'Algérie (Cla), a estimé que l'évaluation initiale montrait que le meilleur taux de réussite a été enregistré en mathématiques avec 60,48 %, suivi de la filière technique mathématique avec un taux de réussite de 59,69 %.

Les langues étrangères, quant à elles arrivent cette fois-ci à la troisième place avec un taux de réussite de 58,87, suivi

des sciences expérimentales à la quatrième place avec 43,06 % de réussite. En revanche, la filière lettres et philosophie arrive à l'avant-dernière place où le taux de réussite, selon la même étude, est de 37,07 %, suivi de la filière gestion-économie, qui clôt ainsi le classement avec un taux de réussite de

32,38 %. Selon les résultats de cette étude, on constate, les difficultés rencontrées par les élèves dans les matières littéraires, qui d'habitudes prennent le devant de la scène, par contre, les mathématiques, ont vaincu cette fois-ci, le

## EN CHÔMAGE FORCÉ DEPUIS DE LONGS MOIS

# Les agences de voyages au bord de la faillite

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Le Syndicat national des agences de voyage a appelé le gouvernement à mettre fin à la situation de crise que vivent ces opérateurs. Depuis 8 mois, ces derniers n'arrivent toujours pas à sortir du marasme qui les affectés et rend leurs perspectives sombres.

C'est un cri de détresse que lance Bachir Djeribi président du Syndicat national des agences de voyage où il affirme que "ces derniers mois ont été une catastrophe pour toutes les agences qui n'ont pas pu se relever de la crise de la Covid-19". Parmi les 800 agences, certaines ont carrément fermé et d'autres ont changé

d'activité. Même les tours opérateurs, qui avaient l'habitude de dénicher les clients, voient leurs agences à l'arrêt.

Pour le représentant du syndicat "l'ouverture de la saison touristique du Sud ne sauvera pas les agences et ne compensera pas les pertes", même si le ministre du Tourisme avait annoncé la relance prochaine des activités touristiques locales.

L'option de la Omra, qui s'annonce en perspective, n'est pas non plus la solution idoine. Pour Bachir Djeribi "les coûts du voyage vont certainement augmenter au cas où les autorités saoudiennes décident de l'ouverture des frontières". Il est vrai que la Omra constitue

une bouffée d'oxygène pour les agences de voyages mais "la demande sera circonscrite par l'Arabie saoudite étant donné l'état de la situation sanitaire".

Et rien n'augure que la demande sera résorbée face à l'impact du coronavirus. De plus, "les réservations dans les hôtels seront très réduits et le client devra supporter d'autres frais".

Le Syndicat des voyagistes appelle les autorités à mettre fin à leur situation qui risque d'empirer.

"Nous avons déjà adressé au gouvernement plusieurs courriers où nous avons expliqué la crise qui sévit dans le secteur" souligne le représentant syndical qui a obtenu "une promesse de régler la

situation". Mais faute de mesures opérationnelles, les agences de voyage sont mises dans un état de chômage forcé supportant les dommages avec résignation.

Le syndicat exhorte le gouvernement à sauvegarder les agences qui sont menacées de banqueroute. "Nous demandons à ce que le gouvernement consente des crédits sans intérêts pour l'ensemble des opérateurs et de procéder à une amnistie fiscale pour l'exercice de cette année".

Idem pour les versements de cotisations à la Cnas pour les employeurs qui doivent être supprimés étant donné que l'activité a été réduite à néant.

F. A.

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

**WILAYA :** BB ARRERIDJ  
**DAIRA :** BB ARRERIDJ  
**COMMUNE :** BB ARRERIDJ  
**Numéro fiscale :** 098434015066717

**AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire**

• Conformément à l'article 52 et 65 du décret présidentiel 247/2015 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

• Le président de l'APC de B. B Arréridj informe que l'avis de **Avis d'appel à la candidature ouvert avec exigences minimale** journal *El Salam* en date du 21/05/2020 et journal *Midi Libre* en date du : 21/05/2020, que l'opération :

• **Fourniture des poubelles en plastique,**

Qu'après l'évaluation des offres le marché est attribué provisoirement comme suit :

N°	Désignation	Le soumissionnaire	Montant	Observation
01	Fourniture des poubelles en plastique	SARL ALSAN PLASTIC NIF 001034046400581	34.629.000.00 DA	ETS moins disant

• Les soumissionnaires peuvent introduire leur recours dans un délai de 10 jours à compter de la parution de cet avis d'attribution auprès du comité de marché de l'APC.

Midi Libre n° 4105 - Mercredi 7 octobre 2020 - Anep 2016 016 033

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Blida  
 Daïra de Blida  
**Commune de Blida**  
 Direction des Finances et des Affaires Economique  
 Bureau des Marchés Publics  
 N° 293/20

**AVIS D'ANNULATION DE L'ATTRIBUTION PROVISoire DE MARCHE**

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Blida, informe que l'attribution provisoire de marché attribué à l'entreprise ZERAIMI Khaled portant travaux de construction de 07 classes à la Cité Ben-Achour BLIDA, paru dans les quotidiens nationaux « Midi Libre » et « الجزائر » du 25 février 2020, relatif à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimal sous le n° 575/2019, paru dans les quotidiens nationaux « Midi Libre » et « الجزائر » le 13/16 novembre 2019, a été annulé.

**Tableau des critères de notation allouée à l'entreprise en annexe**

Nom du soumissionnaire	Montant de l'offre initiale	Montant de l'offre (après correction)	Délais d'exécution	Notes attribuées	Observations
ETB ZERAIMI Khaled	34.605.759.00	34.601.808.50	05 mois et 15 Jrs	45.00 pts	L'offre la moins disante

Midi Libre n° 4105 - Mercredi 7 octobre 2020 - Anep 2016 016 143

# MIDI

AGENCE ALGERIENNE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION



## L'INFO, RIEN QUE L'INFO

République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de la Communication

**Prix du Président de la République,  
du Journaliste Professionnel  
Sixième édition, 2020**

**«La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »**

Le Ministère de la Communication annonce le lancement du «**Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel**», dans sa **sixième** édition, comptant pour l'année 2020, qui sera décerné à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la Presse le 22 octobre 2020.

Ce prix a été institué par décret présidentiel N° 15-133 du 02 Chaabane 1436 correspondant au 21 mai 2015, en signe de reconnaissance au valeureux parcours des journalistes Algériens durant la guerre de libération nationale et d'appui aux efforts des professionnels de la presse nationale qui contribuent à la promotion du droit du citoyen à une information objective et crédible à travers la presse écrite, audiovisuelle et électronique.

**Objectifs:**

- Encourager et promouvoir la production journalistique nationale sous toutes ses formes
- Stimuler l'excellence, la création et la professionnalisation au sein de la presse nationale en instaurant la culture du mérite.
- Récompenser les meilleures œuvres individuelles ou collectives ayant trait à la thématique retenue.

**Catégories du prix :**

- **L'information écrite** : article de fond, critique, éditorial, reportage ou enquête.
- **L'information télévisuelle** : reportages, enquêtes d'investigation, documentaires, bandes d'actualités filmées.
- **L'information radiophonique** : émission d'information, reportages, et enquêtes.
- **La presse électronique** : meilleure œuvre d'information diffusée sur le net.
- **L'illustration** : photographies, dessins et caricatures de presse publiés par un organe de presse nationale.

**Conditions de participation :**

- Etre de nationalité Algérienne ;
- Etre titulaire de la carte nationale de journaliste professionnel ;
- Ne pas être membre du jury ;
- Le candidat peut présenter sa candidature à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre, à l'exception du prix d'illustration dont le nombre peut atteindre dix (10) exemplaires de photographies, dessins ou caricatures de presse.
- Les œuvres présentées doivent faire l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période 2019 - 2020.

**Thème du concours: «La numérisation..une passerelle vers l'Algérie nouvelle »**

**Modalités d'attribution du prix :**

Le jury procédera à la sélection des trois lauréats dans chacune des 05 catégories. Le prix sera décerné à la meilleure œuvre des trois lauréats. En plus du certificat de mérite, les lauréats des quatre premières catégories bénéficieront d'une récompense financière dont le montant est fixé comme suit :

- Un million de dinars (1.000.000DA) pour le 1<sup>er</sup> lauréat
- Cinq cent mille dinars (500.000DA) pour le 2<sup>e</sup> lauréat
- Trois cent mille dinars (300.000DA) pour le 3<sup>e</sup> lauréat

Pour la cinquième catégorie, l'auteur de la meilleure illustration bénéficiera d'une récompense financière de l'ordre de cent mille dinars (100.000 DA).

**Dossier de candidature :**

Les dossiers de candidatures doivent contenir les documents et pièces qui suivent :

a) Pièces administratives :

- Copie de la carte nationale du journaliste professionnel.
- Attestation de travail datée de moins de trois mois.

b) Œuvre objet de participation :

- L'œuvre faisant objet de participation doit être remise dans les conditions et les normes techniques requises.

c) Formulaire de candidature portant ce qui suit :

- Données personnelles sur le candidat ;
- Données relatives à l'œuvre objet de participation ;
- Justificatif de diffusion ou de publication de l'œuvre, signé conjointement par le candidat et la direction du media employeur.

**Dépôt des dossiers :**

Les dossiers de participation seront adressés au président du jury du Prix du Président de la République du journaliste professionnel, Ministère de la Communication, avenue des 3 frères Bouaddou, Bir Mourad Rais, Alger.

- Par voie postale, le cachet de la poste faisant foi,
- Par dépôt au bureau d'ordre général (B.O.G) du Ministère de la communication

**La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 18 octobre 2020.**

**Formulaire de candidature :**

Voir le lien de téléchargement sur le site web du Ministère de la communication:

<http://www.ministerecommunication.gov.dz/fr>

# Douleur chronique : peut-on la soulager ?



On peut comparer la douleur chronique à une sonnette d'alarme qu'on ne parviendrait plus à éteindre. Ainsi, la douleur persiste sans que l'on puisse, parfois, en déterminer la cause.

À l'heure actuelle, la douleur chronique n'est pas reconnue comme une maladie en soi par aucune autorité médicale.

Dans le milieu de la santé, on trouve deux écoles de pensée. La première, plus traditionnelle, soutient qu'il ne s'agit que d'un symptôme, comme la douleur aiguë. La seconde considère la douleur chronique comme une maladie en raison des changements neurochimiques qui surviennent chez les personnes atteintes de douleur chronique.

On peut comparer la douleur chronique à une sonnette d'alarme qu'on ne parviendrait plus à éteindre. Ainsi, la douleur est là sans que l'on puisse la gérer.

## Où se situe le mal ?

Le dos est la partie du corps la plus souvent touchée par la douleur chronique. Viennent ensuite les jambes, la tête, le cou, les genoux et l'abdomen. Elle peut être provoquée par une blessure de nerfs, de muscles, des articulations ou d'un organe. Ce trouble est en croissance. En effet, les médecins de famille voient de plus en plus arriver dans leurs cabinets des patients affligés de douleur chronique. Si les causes sont parfois identifiables, d'autres fois, elles sont inexplicables. Les professionnels de la santé sont alors confrontés à leur propre impuissance.

On considère de plus en plus la douleur chronique comme une maladie du système nerveux. Mais tous ne s'entendent pas sur sa définition. Mais qu'est-ce qu'une douleur chronique ? En quelques mots, il

s'agit d'une douleur qui persiste plus de six mois. Cette douleur peut être constante ou intermittente, comme celle des migraines. Elle peut être liée à une maladie chronique, comme l'arthrose ou la polyarthrite rhumatoïde. Ces deux maladies sont d'ailleurs les principales causes de douleur chronique.

## Causes possibles de douleur chronique

\*Une douleur associée à une maladie chronique qu'on ne peut traiter adéquatement et qui occasionne des douleurs : l'arthrose, le diabète (peut causer de la neuropathie), la sclérose en plaques, le cancer, le sida, la névralgie du trijumeau, l'anémie falciforme, etc.

\*Une douleur aiguë mal soulagée, qui persiste au-delà du délai normal de guérison ou qui dure plus de six mois : après un accident de travail (par exemple, un mal de dos), une chirurgie, un épisode de zona, etc.

\*Une douleur dont la cause est mal définie : la migraine, la fibromyalgie

\*Une douleur fantôme, à la suite d'une amputation. Dans ce cas, la douleur provient des dommages faits aux nerfs.

\*Des douleurs entretenues par le système nerveux sans élément déclencheur apparent, comme c'est le cas du syndrome de douleur régionale complexe.

## Certaines douleurs ne disparaissent pas avec les traitements

L'une des hypothèses avancées des douleurs persistantes même après traitement est qu'au départ, on ne traite pas de manière assez combative la douleur lorsqu'elle est aiguë. Avec le temps, la douleur entraînerait des changements chimiques dans les circuits nerveux du cerveau et de la moelle épinière. Ainsi, le système nerveux - mimerait - la douleur, même si la blessure initiale est guérie.

C'est pourquoi certains médecins et chercheurs estiment que la douleur chronique est une maladie en soi.

Selon d'autres hypothèses, des souffrances psychologiques (expériences d'abandon, de violence physique, d'abus sexuel, etc.) pourraient aussi s'exprimer sous forme de douleur. En effet, d'après la définition de l'International Association for the Study of Pain, la douleur n'est pas seulement une expérience physique, mais aussi émotionnelle.

## Qui souffre de douleur chronique ?

\*La prévalence de la douleur chronique augmente avec l'âge

\*Au Canada, 29 % des adultes âgés de 35 ans à 54 ans sont atteints de douleur chronique, et 39 % des 55 ans et plus. D'après une compilation de données provenant de plusieurs pays (Canada, France, Australie, Royaume-Uni, Espagne, Suède, Écosse, Pays-Bas), la douleur chronique toucherait en moyenne 36 % des adultes

\*Une augmentation de 70 % des cas de douleur chronique est prévue d'ici à 25 ans, en raison du vieillissement de la population. Aussi, les chirurgies, que l'on pratique de plus en plus, laissent souvent des douleurs persistantes aux patients. L'ablation du sein et l'arthroscopie du genou sont de bons exemples d'opérations courantes qui laissent souvent des séquelles

\*Les femmes sont plus sujettes à la douleur chronique. On sait que la testostérone protège les hommes de la douleur. Cependant, la relation entre les oestrogènes et la douleur n'est pas encore claire. Plusieurs femmes voient leurs douleurs

augmenter durant les jours qui précèdent leurs menstruations et après la ménopause, des périodes caractérisées par une baisse d'oestrogènes.

## Soulager la douleur chronique ?

### De l'espoir...

Il n'existe pas de pilules miracles pour soulager la douleur chronique.

Mais une combinaison d'approches peut aider les personnes qui en sont affligées : les médicaments d'un côté, mais aussi, de l'autre, la psychothérapie, la physiothérapie, l'ergothérapie et des thérapies alternatives comme l'acupuncture, la massothérapie et l'ostéopathie.

Les médicaments : nécessaires, mais insuffisants

Quand on ressent une douleur, le premier réflexe est souvent de l'endurer ou de s'en soulager à l'aide de médicaments. Mais trouver le bon médicament représente un parcours du combattant pour les gens qui souffrent de douleur chronique. Pire, l'efficacité des médicaments est souvent limitée. "Les médicaments soulagent peut-être 10 % de la douleur, 20 % si on est chanceux", affirme le docteur Mark Ware, médecin à la clinique de la douleur de l'hôpital général de Montréal. Malgré "toutes les recherches qui se font par les grandes pharmaceutiques, on ne possède pas encore de médicament réellement efficace", juge-t-il.

En outre, les médicaments - plutôt puissants - offerts aux victimes de douleur chronique entraînent leur lot d'effets indésirables. "J'ai des réactions d'intolérance à plusieurs médicaments, comme des brûlures d'estomac, des maux de tête très pro-

noncés, des crises d'hypertension ou d'hypotension. Ces réactions m'empêchent souvent de prendre les nouveaux médicaments qui me sont proposés", témoigne Ginette Lacourse, atteinte de fibromyalgie depuis 11 ans.

En fait, la douleur chronique grave empoisonne tous les aspects de la vie des gens qui en sont victimes. Elle peut briser des couples et des amitiés, ruiner des carrières professionnelles en plus d'engendrer des souffrances psychologiques. Pour redonner une qualité de vie à ces personnes, on doit tenir compte de l'ensemble de ces facteurs, indissociables de la douleur physique. Et à elle seule, une pilule ne saurait régler ce problème complexe.

## Principaux médicaments utilisés contre la douleur chronique

Depuis les années 90, les médecins ont recours à plusieurs classes de médicaments pour soulager la douleur chronique. Puisque chaque personne réagit différemment à un médicament, plusieurs mois peuvent s'écouler avant que l'on trouve la bonne combinaison de médicaments et le dosage approprié. Les médicaments suivants se prennent généralement par voie orale. Dans de rares cas, on pourra les administrer par injection près de la zone douloureuse.

- **L'acétaminophène et les anti-inflammatoires non stéroïdiens.** Ils sont surtout utiles pour les douleurs légères à modérées, en cas d'inflammation (par exemple, en cas d'arthrose ou de polyarthrite rhumatoïde).

- **Les relaxants musculaires.** Ils sont sur-

tout utilisés pour un soulagement à court terme en cas de douleurs musculaires aiguës, mais aussi pour soulager des spasmes musculaires reliés à un problème neurologique.

**Les benzodiazépines** (Valium®, Xanax®, etc.), le baclofène, le méthocarbamol (Robaxin®) et le cyclobenzaprine (Flexeril®) en sont des exemples. Certains causent une dépendance physique; d'autres, un effet de somnolence. Mentionnons que certains médicaments combinent le méthocarbamol à de l'acide acétylsalicylique (Robaxisal®) ou à de l'acétaminophène (Robaxacet®).

- **Les coanalgésiques.** Ce sont des médicaments qui agissent contre la douleur, mais qui n'ont pas été créés dans ce but. Figurent dans cette catégorie certains médicaments utilisés contre la dépression, comme les antidépresseurs tricycliques (amitriptyline, imipramine). Les antidépresseurs qui soulagent le mieux les douleurs sont ceux qui augmentent le taux de noradrénaline et de sérotonine, deux neurotransmetteurs qui agissent sur les messages de douleur.

- **Les anticonvulsifs.** Utilisés pour traiter l'épilepsie, permettent de calmer les nerfs surexcités dans la région atteinte et dans le système nerveux central. Parmi leurs effets indésirables, on compte la somnolence, les étourdissements, la fatigue, la constipation, la nausée et les vomissements. Certains anticonvulsifs ont moins d'effets indésirables. La gabapentine améliore par ailleurs la qualité du sommeil et réduit l'anxiété. Une nouvelle molécule est apparue sur le marché en 2006, la prégabaline, qui comporterait encore moins d'effets indésirables que la gabapentine. La carbamazépine est aussi couramment employée.

- **Les benzodiazépines.** Ces médicaments réduisent l'anxiété, tout en soulageant les tensions musculaires et ils auraient un léger effet antidouleur.

- **Les opioïdes.** Aussi appelés analgésiques opiacés ou narcotiques, en sont des exemples. Ces analgésiques s'apparentent à des substances antidouleur que le corps produit (endorphines, enképhalines, etc.). Ils agissent en se fixant sur des récepteurs situés un peu partout dans le corps, appelés - récepteurs opioïdes -. Leur présence bloque la transmission des signaux douloureux. Ces médicaments peuvent anéantir des douleurs intenses. La dépendance psychologique aux opioïdes est possible, mais plutôt rare : on l'observe dans environ 5 % des cas, surtout chez les anciens utilisateurs de drogues. Cependant, les opioïdes créent une accoutumance physique, ce qui nécessite l'utilisation de doses de plus en plus élevées. Certains médicaments peuvent aider à rétablir la sensibilité aux opioïdes.

## Recherches en cours

Les cannabinoïdes ont fait leur apparition depuis quelques années. Santé Canada approuve leur usage pour soulager les douleurs de la sclérose en plaques ainsi que pour traiter les nausées liées à la chimiothérapie. Des recherches sont menées afin d'évaluer leur efficacité contre la douleur chronique et leur sécurité pour les personnes atteintes. Plusieurs utilisateurs rapportent qu'ils en tirent des bénéfices, par exemple un meilleur sommeil, une détente et une légère réduction de leurs douleurs. Ils auraient notamment pour action d'augmenter l'effet thérapeutique des opioïdes.

●●●

### L'approche multidisciplinaire fort utile

Les médicaments à eux seuls étant souvent insuffisants pour apaiser de telles douleurs, le docteur Mark Ware croit qu'il faut opter pour la combinaison de plusieurs approches. Chacune apportant un soulagement additionnel. Et il n'est pas le seul à le penser. En mai 2006, un rapport d'experts commandé par le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec concluait que l'approche multidisciplinaire est la plus efficace pour bien traiter la douleur chronique. La France et l'Australie ont notamment servi de modèles en raison de la qualité de l'organisation de leurs services de santé pour le traitement de la douleur chronique.

### Un peu d'histoire

Aux États-Unis, la première clinique spécialisée en douleur a vu le jour en 1961, dans l'État de Washington. Elle employait un médecin anesthésiste, un psychologue et un neurochirurgien. Au Québec, le psychologue Ronald Melzack, qui a été à l'origine de découvertes majeures en physiologie de la douleur, a cofondé la première clinique spécialisée en 1972. Toutes les personnes atteintes de douleur chronique n'ont évidemment pas besoin d'une approche multidisciplinaire. Cependant, lorsque les douleurs sont présentes depuis plusieurs années, c'est souvent incontournable. Il en revient alors au médecin de famille d'évaluer la situation. Les cliniques de la douleur, généralement reliées à un hôpital, offrent une large gamme de services qui vont de la psychologie à la physiothérapie. "Chacune des approches apporte sa part de bénéfices pour le patient", explique le Dr Mark Ware. "Je crois qu'en travaillant en équipe, on obtient encore davantage que la somme des parties."

Fait non négligeable, l'équipe travaille en fonction des besoins des patients. "Aussi, elle prend le temps d'établir une relation de confiance avec les patients, de comprendre ce qu'ils vivent", ajoute-t-il.

L'équipe médicale, autour de laquelle gravitent des activités de recherche, est habituellement formée de :

\*Un médecin (souvent un omnipraticien ou un anesthésiste) : pivot de l'équipe, le médecin conseillera, selon le cas, des médicaments, des injections ou des interventions chirurgicales

\*Un psychologue : les approches psychologiques varient d'un centre à l'autre. Elles peuvent comprendre des thérapies cognitives et comportementales, de l'hypnothérapie et des techniques de relaxation. La plupart des personnes qui arrivent en clinique de la douleur souffrent de dépression. Le sentiment d'impuissance et les pensées négatives font en sorte qu'il est encore plus difficile de supporter la douleur. Ils augmentent même son intensité<sup>4</sup>. Le psychologue peut aider à mieux composer avec la douleur et à faire le deuil des anciennes capacités physiques

\*Un physiothérapeute : il évalue les

capacités physiques et propose des exercices afin de remettre le corps en mouvement. Le réflexe est souvent d'arrêter les activités physiques, sources de douleur. Or, il est important de rester actif à l'aide d'exercices appropriés

\*Un ergothérapeute : il aide la personne à adapter son milieu de vie à ses capacités physiques

\*Une infirmière : un soutien supplémentaire pour répondre aux questions sur les médicaments. C'est souvent la personne-ressource qu'il est possible de contacter facilement.

À noter que l'approche multidisciplinaire telle qu'on la connaît aujourd'hui au Québec est employée depuis cinq ans à peine.

### Médecines alternatives et complémentaires

Aux États-Unis, 34 % des consultations en médecines alternatives et complémentaires (MAC) sont liées au traitement de la douleur. La moitié d'entre elles ont pour objet des lombalgies (maux du bas du dos)<sup>1</sup>. Environ 40 % des personnes atteintes de douleurs neuropathiques dans les membres (comme celles causées par le diabète) ont recours aux MAC<sup>2</sup>.

Peu nombreuses au Québec, les cliniques de la douleur ne peuvent répondre à la demande. Les victimes de douleur chronique peuvent patienter pendant de longs mois, voire deux ans ou plus. Elles doivent donc souvent chercher par elles-mêmes des moyens pour soulager leurs maux.

C'est le cas de Ginette Lacourse qui constatait que les médicaments qu'elle prenait ne suffisaient plus. En attente d'une place dans une clinique de la douleur, elle s'est tournée vers les approches alternatives et complémentaires.

L'acupuncture, l'ostéopathie et le massage lui ont alors fait du bien, mais sans plus. "J'apprécie que ces méthodes soient plus douces et moins toxiques, mais elles ont aussi leurs limites", concède-t-elle. Elle cite en exemple le massage. "S'il fait froid ou humide après mon traitement, je viens de jeter mon argent par les fenêtres, car mes muscles redeviennent raides aussitôt", précise-t-elle.

Peu à peu, Ginette Lacourse a senti le besoin de s'attaquer aux causes qui, dans sa vie, avaient rendu le terrain propice à la fibromyalgie. L'hypnose lui a été d'un grand secours. Utilisée par des psychologues et des psychothérapeutes, cette thérapie lui a permis de faire remonter à la surface des souffrances psychiques qui alimentaient son anxiété.

### L'hypnose contre la douleur ?

Les médecins s'intéressent de plus en plus à l'hypnose : psychologues, rhumatologues, gynécologues, endocrinologues, psychologues cliniciens, médecins généralistes... se forment à cette approche et l'utilisent dans leur pratique, notamment pour atténuer la douleur.

"L'hypnose ne soigne pas une maladie mais une personne", dévoile le docteur Jean Marc Benhaïem. Autant dire que la relation thérapeute-patient est essentielle. Loin de l'hypnose spectacle, cet expert propose depuis de nom-



breuses années "L'hypnose qui soigne".

Le recours à l'hypnose pour traiter la douleur. On estime cette approche particulièrement intéressante lorsqu'elle est utilisée avant que la douleur ne devienne chronique. Mais son succès reste toutefois fortement lié à une condition : "Être disponible à des changements", explique le docteur Jean-Marc Benhaïem, spécialiste de l'hypnose et auteur d'un ouvrage *L'hypnose qui soigne*.

Trois étapes sont proposées par le thérapeute. La première est l'induction. Elle consiste à hypnotiser le patient en lui proposant de fixer son attention sur un objet. La deuxième est ce que l'on appelle la dissociation-confusion : le patient se trouve coupé de ses perceptions auditives, visuelles et tactiles. Son corps est engourdi et immobile. Vient alors la troisième étape, qui correspond à l'ouverture, celle qui va permettre d'entrer en relation avec son corps, condition nécessaire pour guérir. Quitter son corps pour mieux le retrouver...

Le thérapeute va utiliser différentes métaphores de la douleur, comme un étoupe qui serre ou des aiguilles, pour les modifier et en proposer d'autres, liées cette fois au soulagement.

### Hypnose : du calme contre la migraine

Chez les patients migraineux, l'hypnose va tenter d'interrompre le cercle vicieux anxiété-contractions-douleurs crâniennes. L'obtention de l'état hypnotique suffit souvent à stopper la migraine. La léthargie associée à la pénombre et au calme de la séance sont autant d'éléments d'apaisement. Les yeux fermés, le patient est invité à imaginer des couleurs apaisantes. La suggestion de fraîcheur est souvent bénéfique.

### De bons résultats pour les lombalgies et les sciatiques

Quel "que soit le lieu de la douleur, qu'elle provienne des jambes ou du dos, qu'elle soit musculaire ou articulaire, la démarche thérapeutique sera la même", explique le Dr Benhaïem. Et de citer l'exemple d'une patiente de 50 ans : occupée à améliorer par l'hypnose sa relation avec sa fille, elle en a oublié ses douleurs lombaires.

Dans sa pratique, le médecin constate que les séances d'hypnose soulagent bon nombre de patients. Ils se plaignent de moins en moins de leurs dou-

leurs, prennent moins d'antalgiques et continuent leur activité professionnelle.

Si l'efficacité de l'hypnose sur la douleur est reconnue cliniquement, il restait à le prouver sur le plan scientifique. Les patients en éveil ont décrit une baisse de leur douleur de 28 %, contre 64 % pour ceux sous hypnose, qui ont montré une activation d'un réseau cérébral cognitivo-émotionnel. Pour les chercheurs, la plus grande efficacité de l'hypnose par rapport à l'éveil réside dans le fait qu'elle agit sur la dimension émotionnelle et non sur la seule dimension sensorielle.

### Soulager les douleurs du côlon

Certaines douleurs du côlon restent invalidantes, malgré des traitements lourds. L'hypnose peut là encore jouer un rôle.

Le praticien utilise des métaphores comparant le côlon à un fleuve calme. Assis dans un fauteuil ou un siège confortable, le patient a pour consigne d'imaginer son côlon désenflammé ou encore de placer sa main sur le ventre et d'attendre de ressentir une chaleur calmante.

Dans son livre, le Dr Benhaïem décrit le cas d'un patient de 48 ans, qui malgré l'ablation partielle du côlon, continuait à souffrir depuis 3 ans, au point d'arrêter de travailler. Adressé par un collègue gastro-entérologue, il accepte de jouer le jeu de l'hypnose. Les douleurs se sont estompées dès la première séance. A la seconde, le problème était quasiment réglé. Le médecin a pu confirmer la guérison et le patient reprendre son travail.

### Particularité des douleurs d'amputation ou douleurs fantômes

Dans les cas d'amputation, il n'est pas rare de ressentir une douleur du côté du membre devenu absent.

Le cerveau cherche alors ce membre perdu et envoie des signaux douloureux. C'est ce qu'on appelle la "douleur fantôme".

L'hypnose aura pour rôle, dans ce cas, de "mettre de l'ordre dans le cerveau", explique le Dr Benhaïem. Il s'agit, par les séances d'hypnose, de faire accepter le handicap ou l'accident, et mettre fin aux regrets et autres culpabilités autour de la lésion du corps.

Pour cela, le thérapeute propose au patient de visualiser le membre manquant et de l'imaginer en mouvement. Cela aura pour effet de soulager ces douleurs dites neuropathiques.

CONSTANTINE, LOCALITÉ D'EL-DJEDOUR

# 100 aides financières à l'habitat rural bientôt attribuées



**Le quota de 100 aides financières, qui sera attribué dès 2021, sur un total de 230 demandes similaires, œuvre à répondre à une des préoccupations des citoyens d'El-Djedour.**

PAR BOUZIANE MEHDI

**P**as moins de 100 aides financières à l'habitat rural, au titre de l'année 2021, seront attribuées aux habitants de la localité d'El-Djedour située au sud-ouest de la commune de Constantine. Pour rappel El-Djedour est classée zone d'ombre.

Le chef de l'exécutif local, Ahmed Abdelhafid Saci a, au cours d'une sortie de terrain dans cette région, affirmé que "ce quota de 100 aides financières qui sera attribué dès 2021, sur un total de 230 demandes similaires, œuvre à répondre à l'une des préoccupations des citoyens d'El-Djedour". Le reste des demandes, soit 130, sera inscrit dans les "programmes de logements sociaux qui seront réalisés dans cette zone dans la mesure de la disponibilité des poches foncières", a rassuré le wali. Selon l'APS, le même responsable s'est, par ailleurs, engagé à inscrire et lancer plusieurs projets relevant de différents secteurs dans cette agglomération enclavée, entre autres, l'en-

tretien des routes, la réhabilitation du système d'approvisionnement en eau potable et la rénovation du réseau d'assainissement. Le wali de Constantine a, en sus de la prévision de nombreuses opérations de viabilisation et d'aménagement urbain, instruit les responsables concernés à l'effet de renforcer les moyens de transports et la dotation des établissements éducatifs de cantines scolaires. Distant de 15 kilomètres du chef-lieu de wilaya, la localité d'El-Djedour compte plus de 1.200 habitants, dont près de 500 citoyens résidant au village Bounefa.

B. M.

ALGER, ÉQUIPEMENT DU STADE DU 20-AOÛT-1955

## Les travaux d'aménagement en cours

Les travaux de réaménagement du stade du 20-Août-1955 d'Alger sont à pied d'œuvre, notamment les vestiaires, la couverture de gradins et du terrain, et l'éclairage en prévision de la prochaine saison footballistique. La société en charge des travaux de réaménagement a accéléré la cadence pour équiper ce - vieux - stade, avant le coup d'envoi de la nouvelle saison de football 2020-2021, prévu le 20 novembre. La structure sportive a été dotée de nouveaux équipements dans le but d'améliorer les volets organisationnel et sécuritaire, avec le renforcement du réseau électrique et le réaménagement d'autres structures, l'habilitant à accueillir les rencontres au double plan national et continental. Les travaux de réaménagement lancés en septembre dernier se sont déroulés en deux étapes: la première concerne les vestiaires, les toilettes, le tunnel d'accès au stade et la couverture des gradins. La deuxième étape dont le lancement est prévu dès l'approbation de l'Organisme national de contrôle technique de construction (CTC) des premiers travaux, sera amorcée par la réparation de l'éclairage du stade.

Le wali d'Alger, Youcef Chorfa, avait inspecté le projet auparavant en compagnie de responsables locaux, ainsi que du directeur de la Jeunesse et des sports, Tarek Kerrache, pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux, d'autant que la wilaya d'Alger et la direction de la jeunesse et des sports assurent le financement et le suivi des travaux. Les travaux de réaménagement du stade ont coûté au Trésor public, une enveloppe budgétaire de l'ordre de 30 milliards de centimes. Le projet a été confié à deux sociétés. La première société est chargée des travaux de réalisation des vestiaires, des sanitaires et du plafond des gradins. Le deuxième lot des travaux d'éclairage sera confié à une autre société, après la finalisation des travaux du premier lot et le parachèvement des procédures légales des marchés publics. Dans une déclaration à l'APS, le chef de service investissement a expliqué le cours des travaux : "Actuellement, nous sommes en train de réaliser le premier lot, après la validation par l'Organisme national de contrôle technique de la construction nous

entamerons le deuxième lot des travaux d'éclairage. Ces travaux concerneront le terrain qui sera couvert en gazon naturel de 5<sup>e</sup> génération". Un nouveau système d'éclairage conforme aux normes internationales sera mis en place (des poteaux en béton de 37 mètres dotés de 46 projecteurs résistants et adaptés au mauvais temps), outre un générateur électrique d'une capacité de 630 kilovolts et d'un groupe électrogène. La DJS compte également installer « un nouveau système de surveillance au niveau de l'entrée et de la sortie du stade et un autre de numérotation des sièges des supporters. Il sera procédé également à l'aménagement des tribunes Nord et le plafond de la première tribune endommagée par la chute d'un poteau électrique, en attendant la prise en charge des autres tribunes. Le périmètre du stade bénéficiera également de travaux d'aménagement, à savoir la réhabilitation et le revêtement du stade de basket. Il est attendu en outre la soumission à l'approbation de la couverture de la piscine adjacente au stade.

APS

ANNABA

## La rentrée pour 12 mille étudiants

12.000 étudiants inscrits en première année master et en troisième année licence dans différentes filières et spécialités ont repris, dimanche 20 septembre, les activités pédagogiques en présentiel à l'université Badji-Mokhtar de Annaba, conformément au protocole sanitaire mis en place pour lutter contre la propagation de la Covid-19.

Cette première étape des activités pédagogiques en présentiel devra préparer 6.417 étudiants inscrits en licence et 6.267 autres inscrits en master aux examens programmés dans trois semaines.

En plus de la mise à disposition de solutions hydro-alcooliques, du port obligatoire du masque et du respect de la distanciation physique, le protocole sanitaire mis en place pour lutter contre la propagation de la Covid-19 impose de réduire le nombre maximal d'étudiants en classe et en salle de travaux pratiques à 25.

Le même responsable a également fait savoir que 48 bus ont été mobilisés pour faciliter le retour des étudiants issus de neuf wilayas de l'est du pays, parmi lesquelles Tébessa, Oum el-Bouaghi, Sétif et Batna, vers les pôles universitaires d'El-Bouni, de Sidi-Achour, de Annaba et de Sidi-Amar. Ce protocole a aussi prévu la stérilisation des résidences universitaires et d'en limiter le nombre d'occupants à une seule personne par chambre.

## EL-TARF Réception d'une vingtaine d'infrastructures éducatives

Une vingtaine d'infrastructures des trois paliers de l'enseignement viendra renforcer les établissements éducatifs de la wilaya d'El-Tarf dès la prochaine rentrée scolaire 2020-2021.

Il s'agit de 2 lycées, dont un a été achevé à 100 % et l'autre affiche 90 % du taux de travaux, prévus à El-Tarf, de 4 CEM dont les travaux de deux d'entre eux sont parachevés.

Aussi, 6 groupes scolaires dont trois achevés et trois sont actuellement à un taux d'avancement des travaux de 80% seront mis en service dès la prochaine rentrée scolaire, aux côtés de 6 demi-pensionnats, une salle de sport, une unité de dépistage scolaire et 2 stades pour la pratique sportive dans les CEM.

Lors d'un récent point de presse, le chef de l'exécutif local, Harfouche Benarar, avait affirmé que toutes les dispositions ont été prises pour garantir le bon déroulement de la nouvelle rentrée scolaire qui intervient, cette année dans un contexte particulier lié à la crise sanitaire de Covid-19. Un protocole sanitaire a été approuvé pour permettre au personnel et aux élèves des différents cycles de l'enseignement de reprendre les cours dans les meilleures conditions sanitaires possibles.

APS

CÔTE D'IVOIRE

# Kouadio Konan Bertin, candidat indépendant à la présidentielle

*Cadre dissident du PDCI, Kouadio Konan Bertin, ancien député de 51 ans avait recueilli 3,88 % des suffrages lors du scrutin présidentiel de 2015.*

**K**ouadio Konan Bertin se présente officiellement, pour la 2<sup>e</sup> fois, à la présidentielle du 31 octobre 2020. Le candidat indépendant à l'élection présidentielle ivoirienne, Kouadio Konan Bertin, s'est engagé, dimanche 4 octobre, à "servir la paix et l'unité nationale" lors de sa cérémonie d'investiture à Abidjan, a rapporté un journaliste de l'AFP. "J'ai décidé de prendre mes responsabilités, j'ai décidé de présenter ma candidature à l'élection présidentielle" du 31 octobre, a déclaré M. Konan Bertin devant 2.000 personnes réunies au palais de la culture d'Abidjan. L'ancien député est un dissident du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), la principale formation d'op-



position, qui l'a sanctionné vendredi en l'excluant temporairement. Surnommé KKB, il se veut le candidat des jeunes et s'est opposé à la désignation comme candidat du PDCI de l'ex-chef de l'État Henri Konan Bédié, 86 ans. Déjà en 2015, il s'était présenté au scrutin présidentiel contre l'avis de son parti qui avait choisi de ne pas présenter de candidat et avait soutenu Alassane Ouattara, réélu.

KKB n'avait obtenu que 3,88 % des voix. Ancien président de la jeunesse du PDCI et actuellement conseiller municipal de Port Bouët, l'une des communes d'Abidjan, KKB a plaidé pour davantage de justice sociale en Côte d'Ivoire. Pour les jeunes, qu'il espère séduire, il a promis un "prêt sans intérêt garanti par l'État pour financer les études". "C'est le plus jeune des candidats, je pense qu'il est

bien placé pour aider la jeunesse", a estimé auprès de l'AFP Yé Elysée Santia, un étudiant de 20 ans portant un tee-shirt sur lequel était écrit : "Je suis jeune, je choisis KKB". Commentant la présidentielle à venir, Kouadio Konan Bertin a fustigé "un pauvre remake de 2010, avec le même casting et le même scénario". Le scrutin de 2010 opposait déjà Alassane Ouattara à Henri Konan Bédié, ainsi qu'à Laurent Gbagbo, alors président, dont la candidature a été invalidée en 2020 par le Conseil constitutionnel. La crise post-électorale de 2010-2011, née du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite face à Alassane Ouattara, avait fait 3.000 morts. "Je m'engage à servir l'objectif suprême de la paix", a insisté KKB. La tension politique est forte en Côte d'Ivoire à un mois du scrutin présidentiel. En août, une quinzaine de personnes ont été tuées dans des violences après l'annonce de la candidature de M. Ouattara à un troisième mandat controversé.

AFGHANISTAN

## 8 morts dans une attaque visant un gouverneur

8 personnes sont mortes dans une attaque-suicide visant le gouverneur d'une province afghane lundi, ont déclaré des responsables, alors que le Président Ashraf Ghani s'est rendu au Qatar où les pourparlers de paix continuent avec les talibans. "Un kamikaze a percuté avec son véhicule rempli d'explosifs le convoi de Rahmatullah Yarmal, le gouverneur de la province de Laghman dans l'Est. 4 de ses gardes du corps et 4 civils ont été tués, et 28 blessés", a raconté à l'AFP son porte-parole Assadullah Daulatzai. Si le gouverneur s'en est sorti sain et sauf, la plupart des blessés sont des civils. L'attaque intervient alors que M.

Ghani est parti lundi pour le Qatar afin d'y rencontrer des responsables locaux, trois semaines après l'ouverture à Doha de pourparlers de paix historiques entre Kaboul et les talibans. Le président doit d'abord s'arrêter au Koweït pour offrir ses condoléances suite au décès de l'emir Sheikh Sabah al-Ahmad Al-Sabah. Les négociations de paix, qui ont débuté le 12 septembre, visent à mettre fin à un conflit déjà vieux de 19 ans, mais ont été ralenties par des désaccords, notamment sur le code de conduite qui encadrera ces discussions. Les deux partis luttent également pour s'entendre sur des questions fonda-

mentales, comme celle de savoir quelle interprétation de l'Islam doit être suivie pour définir l'avenir de l'Afghanistan. Les talibans souhaitent adhérer strictement à la jurisprudence du hanafisme, une école islamique sunnite. Mais, selon les négociateurs du gouvernement, cela pourrait être utilisé contre les Hazaras, la plupart des chiites, et d'autres minorités afghanes. Les deux camps ont aussi du mal à décider de la manière dont l'accord américano-taliban, signé en février, doit influencer le processus. Ce texte historique entérine le retrait des troupes américaines du pays d'ici mi-2021.

Agences

ROYAUME-UNI

## Boris Johnson estime son pays peut survivre à "no-deal"

Le Premier ministre britannique a affirmé que le Royaume-Uni pourrait "puissamment prospérer", même sans accord commercial avec l'Union européenne. Le Premier ministre britannique Boris Johnson a estimé ce dimanche que le Royaume-Uni pourrait "très bien vivre" avec un no-deal, si ses négociations commerciales post-Brexit avec l'Union européenne, toujours dans l'impasse, n'aboutissent pas à un accord avant la fin de la période de transition. Le Royaume-Uni a officiellement quitté l'UE le 31 janvier, mais il continue d'appliquer les règles européennes jusqu'au 31 décembre. Faute d'accord commercial à cette date,

seules les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et ses droits de douane élevés s'appliqueraient, avec de potentielles conséquences désastreuses pour une économie britannique déjà fragilisée par la pandémie de nouveau coronavirus. "Je ne veux pas particulièrement qu'on aboutisse à (une relation) comme celle avec l'Australie ou basée sur les règles de l'OMC, mais nous pouvons très bien vivre avec ça", a estimé dimanche Boris Johnson sur la BBC. "Je pense que nous pouvons puissamment prospérer dans ces circonstances", a-t-il ajouté. Cette déclaration intervient alors que le dirigeant conservateur s'était pour-

tant mis d'accord la veille avec la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen pour que Londres et Bruxelles intensifient leurs négociations, qui restent dans l'impasse à l'issue d'une neuvième session de discussions cette semaine, malgré un timing de plus en plus serré. Boris Johnson a en effet fixé au prochain sommet européen du 15 octobre la date butoir pour qu'un accord soit trouvé et puisse être mis en application d'ici à la fin de l'année, quand les Européens se laissent jusqu'à la fin du mois.

Agences

MALI

## Une centaine de djihadistes libérés par les autorités

Plusieurs dizaines de djihadistes ont été libérés par les autorités maliennes. Une opération qui pourrait permettre la libération d'otages au Sahel. Ces djihadistes avaient été arrêtés lors de plusieurs opérations militaires. Pour le moment, il y a une certitude et des hypothèses. La certitude, c'est la libération ce week-end de plusieurs dizaines de djihadistes et de présumés djihadistes. D'après nos informations, ces libérations ont eu lieu sur le territoire malien à au moins deux endroits. Vers le centre, et surtout dans le Nord, dans la localité de Tessalit située dans la région de Kidal frontalière de l'Algérie. Concernant le motif de ces libérations, de source bien informée, elles entrent dans le cadre de discussions, de négociations pour obtenir éventuellement la libération d'otages. Parmi les hypothèses, il pourrait s'agir de la libération de l'otage malien Soumaila Cissé, homme politique. Le chef de file de l'opposition du parlement dissous a été enlevé fin mars dernier dans le nord par de présumés djihadistes. Autre hypothèse, la libération de Sophie Pétronin. La Française a été enlevée en décembre 2016 dans le nord du Mali. La dernière preuve de vie la concernant date du mois d'avril 2020.

Agences

# Haut-Karabagh... tensions et affrontements sanglants

*Le Haut-Karabakh couvre l'ouest de l'Azerbaïdjan et le sud de l'Arménie. Bien que peuplé à 95 % d'Arméniens, la région a été rattachée à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan en 1921, obtenant le statut de région autonome deux ans plus tard.*



Les hostilités entre les Arméniens et l'armée azerbaïdjanaise ont cessé après la trêve négociée par la Russie le 12 mai 1994. Malgré une fragile trêve signée en 1994, les tensions et les affrontements n'ont jamais vraiment cessé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan autour de cette région du Haut-Karabakh. Ces derniers jours des affrontements sanglants font craindre le pire. Les deux camps ont échangé des tirs d'artillerie, déployé des blindés et l'Azerbaïdjan a même procédé à des bombardements aériens au point qu'une réunion d'urgence à huis clos du Conseil de sécurité de l'Onu s'est tenue mardi 29 septembre.

## Une centaine de morts depuis le début du conflit

Le conflit est récurrent et latent et cette fois encore et les belligérants se rejettent la responsabilité des combats. Le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, accuse l'Azerbaïdjan d'avoir "déclaré la guerre au peuple arménien" en attaquant Stepanakert, la ville principale. De son côté, le Président azéri, Ilham Aliev, dénonce une "agression" arménienne.

Le Haut-Karabakh couvre l'ouest de l'Azerbaïdjan et le sud de l'Arménie. Bien que peuplé à 95 % d'Arméniens, la région a été rattachée à la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan en 1921, obtenant le statut de région autonome deux ans plus tard. Pendant 65 ans, il ya eu un statu quo, mais les revendications autonomistes couvaient. Profitant de la perestroïka, la région proclame le 20 février 1988 son rattachement à l'Arménie. Moscou et Bakou refusent, des violences éclatent.

La dislocation de l'Union soviétique a accéléré le processus. Le 2 septembre 1991, l'Assemblée nationale du Haut-Karabakh déclare cette fois son indépendance, confirmée quelques mois plus tard par un référendum, mais celle-ci n'est reconnue par aucun État membre de l'Onu.

En 1994, le groupe de Minsk, coprésidé par la Russie, les États-Unis et la France, parvient à imposer un fragile cessez-le-feu. Mais le conflit n'est pas réglé sur le fond, et les tensions resurgissent régulièrement, en particulier pendant la guerre des quatre jours déclenchée par l'Azerbaïdjan en 2016. En 2017, la Constitution est modifiée,

entraînant une présidentialisation du régime, et le pays prend le nom de "République d'Artsakh", en référence au nom que portait cette province au sein du royaume d'Arménie.

Si les tensions sont récurrentes depuis trente ans, la situation actuelle de l'Azerbaïdjan a certainement son importance dans le déclenchement des derniers affrontements.

## La Turquie se pose en soutien indéfectible de l'Azerbaïdjan

Avec leur étoile et leur croissant blancs sur fond rouge, la ressemblance entre le drapeau turc et le drapeau azerbaïdjanais a rarement été aussi frappante. Sitôt l'annonce des premières victimes civiles et militaires à la suite des combats dans la région du Haut-Karabakh, le Président turc Recep Tayyip Erdogan a immédiatement rappelé que les populations des deux pays constituent "un seul et unique peuple", et qu'Ankara soutient pleinement la République caucasienne. L'homme fort de la Turquie a encore appelé à la fin de "l'occupation" arménienne du Karabakh. Dans un message sur les réseaux sociaux, le Président Erdogan a fustigé la partialité de la communauté internationale et l'inefficacité du groupe de Minsk en charge des négociations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. "La communauté internationale n'a pas eu la réaction nécessaire et suffisante face à l'attaque provocatrice de l'Arménie ; elle a démontré une fois de plus sa politique de double standard", écrit-il, dénonçant la "négligence" du trio du Minsk "depuis "L'Azerbaïdjan est un pays important pour la Turquie. La population est de la même origine ethnique. De plus, d'un point de vue stratégique, l'Azerbaïdjan fournit du gaz naturel à la Turquie, et les deux pays ont créé une coalition contre l'Arménie", explique Ilhan Üzgel, professeur à l'université d'Ankara et spécialiste des relations internationales. Lancée dans une politique extérieure offensive, la Turquie voit dans ce conflit une possibilité supplémentaire pour s'imposer comme puissance incontournable dans la région. La presse progouvernementale, elle, souffle sur les braises. "Nous remporterons la victoire dans le Caucase. La solution militaire est désormais la seule issue", a titré Ibrahim Karagül, chroniqueur et rédacteur en chef du quotidien *Yeni Safak*. Et d'insister :

"Si un cessez-le-feu est à nouveau décidé, les attaques arméniennes vont continuer."

## Un nouveau front entre la Turquie et la Russie

Si les efforts diplomatiques engagés échouaient, l'implication de la Turquie s'avérerait déterminante puisqu'elle apporte déjà un soutien militaire à l'Azerbaïdjan, notamment en lui fournissant des drones. Fragilisé en interne par la pandémie de la Covid-19 et la crise économique, le pouvoir de l'AKP – le parti islam-conservateur du Président turc – pourrait ponctuellement tirer profit d'un conflit au Haut-Karabakh, qui attiserait le nationalisme.

Mais après la Syrie et la Libye, le Caucase constituerait toutefois un nouveau théâtre d'opérations qui verrait la Russie – alliée des deux pays et membre du groupe de Minsk – et la Turquie s'opposer. "Un conflit venant à prendre de l'ampleur serait très risqué pour la Turquie car la Russie s'impliquerait davantage", estime Ilhan Üzgel.

## Le dilemme de Vladimir Poutine

Après plusieurs jours d'hostilités ouvertes, les combats pour le contrôle du Haut-Karabakh n'ont pas baissé d'intensité. Dans la matinée du vendredi 2 octobre, Stepanakert, la principale ville de cette enclave montagneuse revendiquée par l'Azerbaïdjan, mais peuplée en majorité d'Arméniens, a été la cible de bombardements par les forces azerbaïdjanaises, faisant "de nombreux blessés parmi la population civile" et des dégâts matériels, selon le ministère de la Défense arménien.

Au lendemain de la déclaration commune du Groupe de Minsk appelant à un cessez-le-feu, l'Arménie a entrouvert la porte à une médiation en se disant prête à s'engager dans cette voie sous leur parrainage. L'Azerbaïdjan a indiqué pour sa part n'envisager qu'une seule issue : le retrait de son adversaire.

Le conflit entre ces deux ex-Républiques soviétiques autour de ce territoire autoproclamé indépendant place le Kremlin dans une situation délicate. Malgré la résurgence régulière d'affrontements entre les deux États voisins qui se vouent une haine tenace, Moscou était jusqu'ici par-

venu à contenir la situation. La stagnation du conflit depuis 26 ans lui permettait de se positionner en tant qu'arbitre, en vendant des armes aux deux camps pour maintenir un équilibre des forces. Si la situation se dégrade encore entre les belligérants, le Président russe, Vladimir Poutine, pourrait donc être contraint de choisir, ce qu'il répugnait visiblement jusqu'ici à faire. Soutenir Erevan contre Bakou présente en effet le risque de perdre du terrain en Azerbaïdjan et de conforter l'influence turque dans son arrière-cour politique. Ne rien faire serait interprété dans toute la région du Caucase du Sud hautement inflammable comme un signe de faiblesse de Moscou, alors que la Russie et l'Arménie sont liés par un accord de défense – même si celui-ci ne concerne pas l'enclave séparatiste du Haut-Karabakh.

Des centaines d'Azéris ont manifesté dimanche à Istanbul et brûlé un drapeau arménien.

## Les 2 camps s'accusent de viser des civils

La communauté internationale a beau appeler à une trêve dans les combats au Haut-Karabagh, rien n'y fait. Les bombardements se sont encore intensifiés. D'un côté, des tirs d'artillerie qui visent la principale ville du Karabakh, Stepanakert. Et de l'autre, des frappes visant les villes azerbaïdjanaises de Gandja, Terter ou encore Beylagan. Aucune source indépendante ne permet de préciser le nombre exact des victimes de ces bombardements. Stepanakert, la capitale du Haut-Karabakh, a été soumise à des bombardements obligeant la population à rester confinée chez soi. Les habitants profitent de quelques accalmies pour se ravitailler.

Aux combats sur le terrain s'ajoute une guerre de communication : chaque camp, azéri d'un côté, arménien de l'autre, assure avoir infligé de lourdes pertes à son adversaire.

Et de part et d'autre, on s'accuse d'avoir pris pour cibles des civils. Sur cette photo diffusée par une agence d'information turque, des civils nettoient des débris dans une zone résidentielle de Ganja (Azerbaïdjan), près de la frontière avec l'Arménie, dimanche 4 octobre 2020. Sur cette photo diffusée par une agence d'information turque, des civils nettoient des débris dans une zone résidentielle de Ganja (Azerbaïdjan), près de la frontière avec l'Arménie, dimanche 4 octobre 2020. DHA / AP

Vidéos contre vidéos, déclarations belliqueuses, accusations et démentis des deux côtés : le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour la possession du Haut-Karabakh a franchi un nouveau palier avec des bombardements visant des zones urbaines.

Agences

LIGUE 1 : 20 CLUBS, 38 JOURNÉES, DATES FIFA...

# Comment finir la saison ?

*L'instance du football national (LFP) plancherait déjà sur le calendrier de la saison prochaine, qui s'étalera, pour la toute première fois, sur 38 journées de compétition.*

PAR MOURAD SALHI

La LFP se retrouvera face à un sérieux défi la saison prochaine. Le championnat sera composé de 20 clubs et s'étalera sur 38 journées de compétition, à savoir la Coupe d'Algérie, la Supercoupe, les différentes compétitions africaines et arabes ainsi que les dates Fifa, il sera difficile de terminer la saison au début de l'été. Une situation qui devrait soumettre les clubs de l'élite à un calendrier infernal la saison prochaine. La LFP n'a pas encore annoncé le calendrier, mais les clubs devraient jouer deux matchs par semaine pour pouvoir honorer les 38 journées. "Il n'y a pas d'autre choix que de faire avec", a indiqué dernièrement, Omar



Bahloul, membre du bureau fédéral de la Fédération algérienne de football (Faf). "La date exacte n'a pas encore été fixée, mais nous espérons terminer la saison au mois de juin", a-t-il dit. Il appelle les présidents de clubs à assumer les conséquences de leur choix. "Ce sont les clubs qui ont choisi cette formule de compétition, et ils devront, donc, en assumer les aléas", en promettant cependant de les

accompagner et de les aider à faire face à d'éventuelles difficultés. En pleine crise sanitaire, il faudra s'attendre à quelques perturbations dans la programmation des matchs, si certains joueurs sont testés positifs à la Covid-19. "Mis à part ce cas de force majeure, tout sera mis en œuvre pour que les matchs se jouent dans les temps et permettre ainsi à la saison de s'achever dès le début de l'été", a

déclaré Omar Bahloul. Le coup d'envoi du championnat de Ligue 1 pour l'exercice 2020-2021, initialement prévu pour le 20 novembre, a été reporté au 28 du même mois. Autrement dit, 7 mois seulement pour achever la saison.

Autant dire que la saison sera très dense pour les clubs, notamment ceux qui jouent sur tous les tableaux, puisqu'il y aura vraisemblablement un plus dans le nombre de matches qu'à l'accoutumée et avec plusieurs semaines en moins.

Par ailleurs, après une longue période d'hibernation, qui a duré plus de 6 mois, les joueurs commencent à reprendre petit à petit les entraînements collectifs. Les clubs auront encore devant eux presque 2 mois pour mieux se préparer pour la nouvelle saison.

Mais avant toute reprise, les joueurs doivent effectuer d'abord des tests de dépistage de coronavirus. Jusqu'à présent, 2 joueurs du CRB, à savoir Sofiane Bouchar et Samir Aiboud, ont été testés positifs.

M. S.

ÉQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL

## Belaïli et Benlamri, les principaux absents

Le défenseur Djamel-Eddine Benlamri et le meneur de jeu Youcef Belaïli comptent parmi les principaux absents au sein de la sélection algérienne de football, avant ses deux prochaines joutes amicales de préparation, contre le Nigeria et le Mexique, respectivement les 9 et 13 octobre en Autriche et aux Pays-Bas.

Une non-convocation qui, cependant, est loin d'avoir constitué une surprise pour l'opinion publique, car bien avant de dévoiler la liste des 24 joueurs qu'il a retenue pour ces deux matchs amicaux, le sélectionneur national, Djamel Belmadi, avait clairement expliqué qu'il n'allait compter que sur les éléments les plus aptes.

Or, Belaïli et Benlamri étaient sans club, et par conséquent, en méforme par rapport au reste de leurs coéquipiers en équipe nationale, faisant que leur non-convocation pour les deux prochains matchs était prévisible.

Un coup dur pour les deux joueurs. En effet, ces test-matches auraient probablement constitué une excellente occasion pour Belaïli et Benlamri de réaffirmer leur statut de titulaire chez les Verts en prévision des échéances officielles à venir. Certes, Benlamri a réussi à se trouver un nouvel employeur, il a passé sa visite médicale avant de signer avec le club français de Lyon, mais Belmadi avait déjà arrêté sa liste.

Même si cela n'était pas le cas, l'ancien stoppeur du NAHD et de la JSK ne semblait avoir que des chances minimes de figurer dans cette liste, car accusant un certain retard sur le plan préparatoire, alors que Belmadi n'a l'intention de compter que sur les éléments les plus en forme. Concernant

Belaïli, le problème est plus sérieux, car son ex-club employeur en Arabie saoudite, le Ahly Djeddah, a exigé la somme "astronomique" de quatre millions d'euros pour le laisser partir. Ce qui l'a empêché de dénicher un nouveau club, alors que le marché des transferts est sur le point de fermer.

Aux dernières nouvelles, Belaïli serait en contact avancé avec certaines formations du Golfe, ainsi qu'avec le prestigieux Al-Ahly du Caire et des clubs en France, avec la possibilité de finaliser avec l'un d'entre eux avant la clôture du mercato. Si c'est le cas, Belaïli et Benlamri peuvent espérer revenir parmi les Verts à l'occasion de la prochaine double confrontation contre le Zimbabwe, dans le cadre des 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations-2021 (Can-2021), décalée à 2022 au Cameroun, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

D'ici là, et pour pallier l'absence provisoire de Belaïli, Djamel Belmadi pourra compter sur la forme éblouissante de Saïd Benrahma, le meneur de jeu du club de première division anglaise, Brentford, avec lequel il ne cesse d'enchaîner les bons résultats.

L'ancien Niçois reste d'ailleurs sur un doublé contre Fulham, dont un superbe but, qui a fait le buzz sur la toile, avec plusieurs millions de vues : un tir imparable, précédé d'un joli petit-pont sur un défenseur adverse. Le Nîmois Zinedine Ferhat et le Bordelais Mehdi Zerkane pourraient également apporter le plus escompté au poste de Belaïli. En revanche, côté défensif, l'absence de Benlamri sera probablement plus difficile à combler pour le sélectionneur national, car

ayant formé une excellente charnière centrale avec le Sévillan Aïssa Mandi et qu'il sera peut-être difficile pour un autre joueur d'égaliser. D'ailleurs, selon certains observateurs, Belmadi aurait l'intention de décaler l'arrière-gauche Ramy Bensebaïni comme défenseur central, pour épauler Mandi, car faisant partie du noyau-dur de la sélection nationale et développe déjà des automatismes avec le dernier cité.

Pour ce qui est du couloir gauche, occupé jusque-là par Bensebaïni, le sélectionneur national aurait l'intention de le confier à Mohamed Farès, qui vient de rejoindre la Lazio Rome, ou alors, surprendre tout le monde en faisant jouer le nouveau venu Abdel-Jalil Medioub, sociétaire du club portugais Tondela. Un colosse de 1,97m âgé de seulement 23 ans.

Concernant les autres postes, Belmadi ne devrait pas rencontrer trop de difficultés pour composer, car y disposant de la quasi-totalité de ses titulaires habituels. Aux dernières nouvelles le sélectionneur national Djamel Belmadi aurait convoqué à la dernière minute le portier du CR Belouizdad, Gaya Merbah en équipe nationale pour le stage du mois d'octobre.

Belmadi avait choisi 3 gardiens dans la liste des 24 joueurs sélectionnés pour les deux rencontres amicales face respectivement au Nigeria le 9 octobre et le Mexique le 13 du mois en cours, mais on croit savoir que Azzedine Doukha pourrait rater ce rassemblement à cause d'un problème de visa, ce qui expliquerait la convocation du gardien du CRB qui rejoindra en principe la ville autrichienne de Klagenfurt, au courant de cette semaine.

MERCATO

## Ounas débarque à Cagliari

Annoncé tout proche de rejoindre Hellas Verone, l'international algérien Adam Ounas a décidé de partir en Sicile et de s'engager en faveur de Cagliari. Ne figurant pas dans les plans de son entraîneur au Napoli, Adam Ounas était dans l'obligation de partir vers une nouvelle destination et c'est Cagliari qui a réussi à convaincre le joueur et son club pour l'avoir en prêt pour une année avec option d'achat.

Auteur d'une saison moyenne sous les couleurs de Nice la saison dernière, Adam Ounas souhaite faire une bonne saison avec Cagliari et cumuler du temps de jeu pour revenir en sélection.

## Rachid Ghezzal opte pour Besiktas

C'était dans l'air et c'est désormais officiel, l'international algérien Rachid Ghezzal a signé avant-hier en faveur de Besiktas. Le club turc a annoncé la signature de l'ailier algérien en provenance de Leicester City, le joueur est prêté pour une saison sans option d'achat.

Il était dans le viseur de quelques clubs italiens et annoncé aussi du côté de Fenerbahce mais il a finalement signé en faveur de Besiktas.

**ENQUÊTES  
CRIMINELLES**



21h00



*Au sommaire : - Affaire Lefebvre : le prince charmant était un assassin - 20 janvier 2016, à Civaux dans la Vienne. Depuis deux mois, Maud, une couturière de 28 ans, est amoureuse : elle a rencontré Kévin Lefebvre, un militaire de 28 ans, blessé en mission. Elle a tout de suite été séduite par ce père veuf qui élève seul son petit garçon de 4 ans. Seulement, ces derniers temps, il y a de l'eau dans le gaz. La jeune femme est agacée par le comportement de son amoureux : elle le trouve secret, fuyant - - Affaire Leulmi : séducteur ou prédateur ? - En mai 2014, Jamel Leulmi, que la presse surnomme «Barbe Bleue de l'Essonne», comparait devant la cour d'assises d'Évry*

**ENQUÊTE SOUS  
HAUTE TENSION**



21h00



*Le petit port de pêche popularisé par Brigitte Bardot est un symbole français, devenu lieu de villégiature des stars de la jet-set. La ville et les communes adjacentes, qui forment le célèbre golfe de Saint-Tropez, accueillent chaque année plus de 1,6 million de vacanciers, des estivants riches et des nuées de touristes ordinaires. Cet été, des caméras ont suivi le quotidien des gendarmes de la presqu'île varoise. Mobilisés 24 heures sur 24, ils interviennent sur tous les fronts : plages à évacuer d'urgence à cause d'un obus de la Seconde Guerre mondiale.*

**ALEX HUGO  
MÉMOIRE MORTE**



21h00



*La nuit s'abat sur la montagne. Alex Hugo dévale un sentier, les mains ensanglantées. Il regagne sa voiture et subit un accident de la route. Après les tonneaux, il se réveille amnésique à l'hôpital : Alex n'a plus aucun souvenir des six derniers mois de sa vie. Un pistolet délesté de deux balles est retrouvé dans son véhicule détruit et, bientôt, les bouteilles d'alcool vides s'accumulent dans la cuisine de son chalet. Et cet étrange message d'une femme, sur son répondeur, quelques heures avant l'accident : - C'est moi, Alex. Rappelle-moi, c'est urgent -.*

**DES RACINES ET DES AILES  
TERROIRS D'EXCELLENCE  
EN OCCITANIE**



21h00



*Ce numéro prend la direction de l'Occitanie, à la rencontre de femmes et d'hommes au savoir-faire remarquable. En Aveyron, le maître artisan Olivier Fabre perpétue la tradition d'excellence des gantiers de Millau dans son atelier. Expertes dans l'art du «piqué anglais», les couturières travaillent pour de nombreux artistes. Cette année, elles relèvent un défi : fabriquer des gants 100% Occitanie, avec du cuir et de la laine du Larzac. Sur l'étang de Thau, où sont élevés les huîtres de Bouzigues, les Tarbouriech père et fils ont mis au point un procédé révolutionnaire pour créer artificiellement des marées.*



**LA SELECTION  
DU MIDI LIBRE**

**UN BARRAGE CONTRE  
LE PACIFIQUE**



21h00



*Indochine, 1931. Dans le golfe du Siam, une mère survit tant bien que mal avec ses deux enfants, Joseph, 20 ans, et Suzanne, 16 ans. Elle a investi toutes ses économies dans une terre régulièrement inondée. Se battant contre les bureaucrates corrompus qui l'ont escroquée, et qui menacent à présent de l'expulser, elle met toute son énergie dans un projet fou : construire un barrage contre la mer avec l'aide des paysans du village. Ruinée et obsédée par son entreprise, elle laisse à Joseph et Suzanne une liberté quasi-totale.*

**LE MONDE DE JAMY  
CES ANIMAUX QUI NOUS  
FONT DU BIEN**



21h00



*Cinquante ans après les premiers pas de l'Homme sur la Lune, le rêve spatial est relancé : objectif Mars ! Derrière le rêve et l'aventure, nous n'en sommes pas toujours conscients, mais l'espace révolutionne notre vie quotidienne. Sans la conquête spatiale, nous n'aurions pas de téléphone portable ou de GPS par exemple... L'espace nous apporte bien plus encore en matière de santé, de lutte contre le vieillissement, de prévisions météo, et même d'alimentation ! Jamy et Églantine vont eux-même se préparer à un voyage dans l'espace et se livrer à des expériences éprouvantes pour le corps et l'esprit.*

**LE MEILLEUR  
PÂTISSIER**



21h00



*Le défi de Cyril : La pomme. Les pâtisseries amateurs disposent de 2 heures pour envoûter le jury avec un savoureux dessert à la pomme. L'épreuve technique de Mercotte : Le gâteau miroir, mon beau miroir. Pour cette deuxième épreuve, les candidats vont devoir réaliser le plus parfait des glaçages miroir pour leur entremets. Enfin, dans l'épreuve créative, sous le regard de la cheffe Nina Métayer, pâtissière de l'année 2016 et 2017, ils devront donner vie au huitième nain de Blanche-Neige sous forme de gâteau illustrant leur principal trait de caractère.*

**THE RESIDENT  
PÈRE DE L'ANNÉE**



21h00



*L'état de Jessie, la sœur de Nic, ne s'améliore pas. Celle-ci ne supporte pas la passivité de leur père vis-à-vis de la situation. Bell traite une femme pour une maladie sexuellement transmissible. Il s'avère qu'il a eu une relation avec elle. A. J. en découvre plus sur ses origines et Conrad s'implique personnellement pour sauver un patient.*



Gérant : Reda Mehigueni  
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction  
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.63.80.82 et 87  
Rédaction : Tél-Fax : 021.63.79.16  
Publicité : Tél-Fax : 021.63.79.14  
publicite@lemidi-dz.com  
Pour votre publicité s'adresser à l'ANEP, 01 Avenue Pasteur, Alger  
Tél. : 021.73.76.78 et 73.71.28  
Bureau de Constantine : 100, rue Larbi Ben M'hidi - Constantine -Tel/Fax : 031.64.17.53

Bureau de Annaba  
24 rue Med-Khemisti  
Tél. : 038.86.11.57  
Bureau de Tizi-Ouzou  
Cité Mohamed-Boudiaf  
BT 29 A  
Nouvelle-Ville T. O.  
Tél-Fax : 021.93.69.29

Impression : Centre : SIA Diffusion : Midi libre  
Est : SIE Diffusion : AMP Ouest : SIO  
EURL Midi Libre  
au capital social de 12.000.000 DA  
Compte Bancaire : SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16  
Adresse : 12 rue Fouzia Moulaha Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Web : www.lemidi-dz.com

Fadjr	05h22
Dohr	12h35
Asr	16h28
Maghreb	18h22
Icha	19h43

LE FMI À PROPOS DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

## Une récession un peu "moins sévère que prévue"

La récession mondiale sera cette année un peu moins sévère que prévu, a déclaré hier la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Kristalina Georgieva.

"Nous estimons maintenant que l'évolution des deuxième et troisième trimestres a été quelque peu meilleure que prévu, ce qui a permis une légère révision à la hausse de nos prévisions mondiales pour 2020", a-t-elle déclaré dans son discours inaugural, prononcé en amont des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

Mais elle souligne que le FMI continue d'anticiper une reprise "partielle et inégale" en 2021.

"Tous les pays sont désormais confrontés à ce que j'appellerais - la longue ascension - une ascension difficile qui sera longue, inégale et incertaine. Et sujette aux revers", a-t-elle ajouté.

Le 24 juin, le FMI avait dévoilé des perspectives économiques difficiles avec une estimation de plus de 12.000 milliards de dollars de pertes cumulées pour l'économie mondiale en 2020 et 2021.

Il tablait aussi sur une prévision de récession de 4,9 % cette année, contre 3 % anticipés en avril.

La directrice générale n'a pas dévoilé de chiffres mardi, mais elle a dépeint une situation finalement "moins désastreuse" qu'initialement estimée.

Reste que le Produit intérieur brut mondial restera "à moyen terme bien en deçà des prévisions pré-pandémie", a-t-elle prévenu. En outre, presque tous les pays vont subir un "revers" dans l'amélioration du niveau de vie de leur population.

Les risques restent également élevés, notamment en raison de la hausse des faillites d'entreprises et de l'incertitude due au fait que la pandémie n'est toujours pas maîtrisée.

En Europe comme aux États-Unis, les



autorités ont ainsi dû se résoudre à prendre de nouvelles mesures pour éviter une deuxième vague.

La directrice générale du Fonds a noté aussi que "de nombreux pays sont devenus plus vulnérables" qu'avant la pandémie, avec des niveaux d'endettement très supérieurs car ils ont été contraints d'adopter des plans de soutien financier à leur économie au moment où ils accusaient de lourdes pertes de production et de revenus, en raison de la paralysie de l'activité économique.

Ainsi la dette publique mondiale va-t-elle atteindre un niveau record d'environ 100 % du PIB en 2020, selon les calculs du FMI. A cet effet, Kristalina Georgieva a

appelé les Etats à continuer d'augmenter leurs dépenses publiques en augmentant cette fois leurs investissements.

"Une nouvelle étude du FMI montre qu'une augmentation de l'investissement public de seulement 1% du PIB dans les pays avancés et émergents peut créer jusqu'à 33 millions de nouveaux emplois", a-t-elle souligné. Elle les appelle à investir dans des projets verts, qui s'ils sont bien conçus, peuvent générer plus d'emplois et offrir des rendements plus élevés, par rapport aux mesures de relance budgétaire classiques.

Face aux pays les plus pauvres qui souffrent notamment de la baisse des prix des matières premières et des transferts de

fonds, l'institution de Bretton Woods se tient prête à poursuivre son aide. Au total, le FMI a enregistré plus de 280 milliards de dollars d'engagements de prêts pour 81 pays, soit plus du tiers de ceux approuvés depuis mars.

"Et nous sommes prêts à faire plus", a souligné Kristalina Georgieva.

STOCKHOLM  
**3 scientifiques se partagent le Prix Nobel de physique 2020**

Le Prix Nobel de physique 2020 a été attribué à trois scientifiques, a annoncé hier l'Académie royale des sciences de Suède à Stockholm.

Il a été décerné pour moitié au chercheur britannique Roger Penrose "pour la découverte du fait que la formation des trous noirs est une prédiction solide de la théorie générale de la relativité". L'autre moitié, revient conjointement à l'Allemand Reinhard Genzel et à l'Américaine Andrea Ghez "pour la découverte d'un objet compact super-massif au centre de notre galaxie".

La veille, le Prix Nobel de médecine a été attribué conjointement au Britannique Michael Houghton et aux Américains Harvey Alter et Charles Rice pour leur rôle dans la découverte du virus de l'hépatite C depuis la fin des années 70.

Après la médecine et la physique, suivront la chimie mercredi et la littérature jeudi. Le Nobel de la paix sera décerné vendredi à Oslo.

Le prix d'économie, créé en 1968, bouclera la saison lundi prochain.

3<sup>E</sup> COMMISSION DE L'AG DE L'ONU

## L'Algérie élue à la vice-présidence

L'Algérie a été élue par acclamation, avant-hier à New York, à la vice-présidence de la troisième commission de l'assemblée générale des Nations unies chargée des questions sociales, humanitaires et culturelles, y compris les questions des droits de l'Homme.

Cette importante commission traite de questions aussi variées que celles relatives au développement social, la promotion de la femme, la protection des enfants, l'assistance aux réfugiés, la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la discrimination raciale et le droit à l'autodétermination.

La commission examine, également, les questions liées à la jeunesse, la famille, le vieillissement, les personnes handicapées, la prévention du crime, la justice pénale ou encore le contrôle international des drogues. Les travaux de cette commission

sont traditionnellement sanctionnés par l'adoption de résolutions ou de décisions qui ont un impact majeur sur les questions liées au développement, à la promotion des droits de l'Homme et à l'assistance humanitaire.

Elles permettent aux États membres de prendre des engagements pour améliorer la coopération internationale sur ces questions et répondre de manière efficace aux besoins des populations les plus vulnérables.

Cette élection reflète assurément la confiance que les Etats membres éprouvent pour l'Algérie ainsi que pour ses capacités avérées à faire avancer le programme de travail de cette commission. Elle témoigne également d'une reconnaissance de son rôle apprécié sur les questions humanitaires et celles liées au développement social du fait de sa propre

expérience, de son modèle de développement et de son approche neutre et non-sélective des droits de l'homme. L'élection de l'Algérie à la vice-présidence de cette Commission intervient à un moment où celle-ci tient ses travaux dans un contexte marqué par la pandémie mondiale de la Covid-19 qui a abouti à l'adoption de modalités exceptionnelles pour la tenue de cette session.

En sa qualité de vice-président, l'Algérie s'attèlera à faire émerger le consensus entre les États membres sur les questions liées aux droits de l'Homme qui traditionnellement entraînent une politisation des débats et des négociations tendues sur les projets de décisions. C'est, à ce titre, que l'Algérie déploiera des efforts pour trouver des points de convergence et aboutir ainsi à des résolutions acceptables pour tous les Etats membres.